

# HISTOMAG '44



HORS SERIE N°6

2011

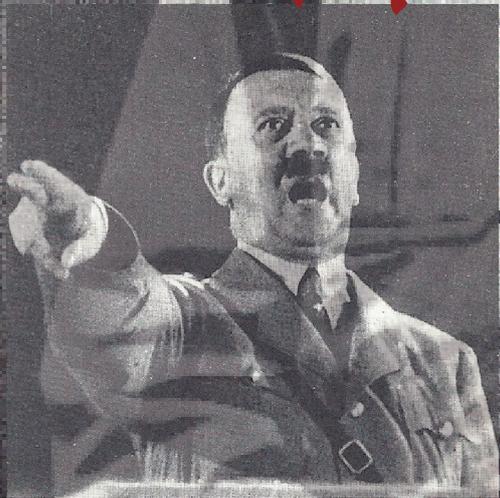
Premier bimestriel historique gratuit

La seconde guerre mondiale pour des passionnés par des passionnés

## HORS SERIE



# Allemagne 1933-1938 Voyage vers les portes de l'enfer



Les étapes de la course vers l'abîme...

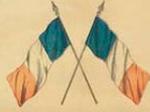
# HISTOMAG'44



Modèle N° 1

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

METROPOLE



**LIGNE EDITORIALE**

Histomag'44 est produit par une équipe de bénévoles passionnés d'histoire. A ce titre, ce magazine est le premier bimestriel historique imprimable et entièrement gratuit. Nos colonnes sont ouvertes à toute personne qui souhaite y publier un article, nous faire part d'informations, annoncer une manifestation. Si vous êtes intéressé pour devenir partenaire de l'Histomag'44, veuillez contacter notre rédacteur en chef.

Contact : [Histomag@39-45.org](mailto:Histomag@39-45.org)

Le Ministre de la Guerre. Le Ministre de la Marine. Le Ministre de l'Air.



## REDACTION

Rédacteur en chef :

*Daniel Laurent*

Conseillers de rédaction :

*Prosper Vandembroucke et Vincent Dupont*

Responsables qualité :

*Nathalie Mousnier, Germaine Stéphan  
et Laurent Liégeois*

Responsable mise en page :

*Alexandre Prétot*

Responsables rubriques :

*Jean Cotrex et Philippe Massé*

## AUTEURS

*Frédéric Bonnus  
François Delpla  
Daniel Laurent*

## SOMMAIRE HORS SERIE N°6

Préface	3
Introduction	4
Voyage vers les portes de l'enfer	5
Postface	39

## Préface

*Par Daniel Laurent*

**C**hères lectrices, chers lecteurs,

Ce numéro Hors-série de l'Histomag'44 est presque entièrement dû, une fois n'est pas coutume, à un auteur unique, notre Webmestre Frédéric Bonnus qui ne se contente pas de jongler avec maestria avec les arcanes informatiques de notre forum mais qui, aussi, fait de l'Histoire.

Issu d'un travail scolaire, tardivement exhumé d'un grenier où il dormait depuis 22 ans, ce Hors-série nous présente les années qui, depuis la prise du pouvoir par les nazis en 1933, ont amené le monde vers une guerre mondiale en 1939 et le déchaînement subséquent d'une violence inouïe et inédite.

Années cruciales qui ont vu l'ensemble des démocraties reculer pas à pas devant Hitler, incapables, à de rares et impuissantes exceptions près, de résister aux manipulations du Führer et de comprendre enfin vers quoi celui-ci se dirigeait sans avoir jamais véritablement essayé de l'arrêter quand il en était encore temps.

Winston Churchill, Georges Mandel et de rares autres se sont époumonés avant 1939, et pour rien ou pas grand chose.

Il fallut attendre mai-juin 1940 pour que, enfin, Hitler se retrouve face à des ennemis déterminés, à savoir Churchill et de Gaulle, en attendant Staline et Roosevelt qui arrivèrent bien tard et seulement parce qu'ils y furent contraints et forcés.

Mais entre temps, dès la fin 1939, Hitler avait ouvert les portes de l'enfer.

Quel gâchis ! Que de temps perdu ! Que de morts pour rien !

Reculades déplorables qui, je l'espère, devraient générer des commentaires sur notre forum tant l'attitude des Démocraties comme de l'URSS fut questionnable. Comment diable ne l'ont-ils pas senti venir ? Le Diable ici s'appelle Hitler et ceci explique cela.

Le texte original du gamin Frédéric d'il y a 22 ans méritait déjà le détour et a immédiatement capté mon attention. Voilà de la matière digne de l'Histomag'44 ! Mais il m'est apparu nécessaire d'actualiser ce texte, d'une part car les sources dataient un peu et d'autre part car des erreurs de jeunesse apparaissaient ici et là. En tant que modérateur sur le forum, j'ai de l'amitié et de la tendresse envers les jeunes membres mais, quand il s'agit de l'Histomag'44, je ne peux pas me le permettre.

C'est tout bon ou tout mauvais et il n'y a pas de moyen terme. Je suis trop exigeant ? Oui, c'est mon travail et, si je ne le suis pas assez, les membres de

l'équipe ne ratent pas une occasion de me le faire savoir, qu'ils en soient remerciés.

Le document original a donc été jeté dans l'arène et Frédéric s'est retrouvé, de bonne grâce, devant deux redoutables critiques qui manquent totalement de diplomatie, à savoir François Delpla et votre serviteur.

C'est le résultat de ces nombreux échanges flamboyants en coulisse qui vous est livré ici et je tiens à remercier sincèrement François pour sa contribution et sa postface ainsi que Frédéric pour son aimable flexibilité.

Laissons maintenant à l'auteur le soin de nous présenter son oeuvre.

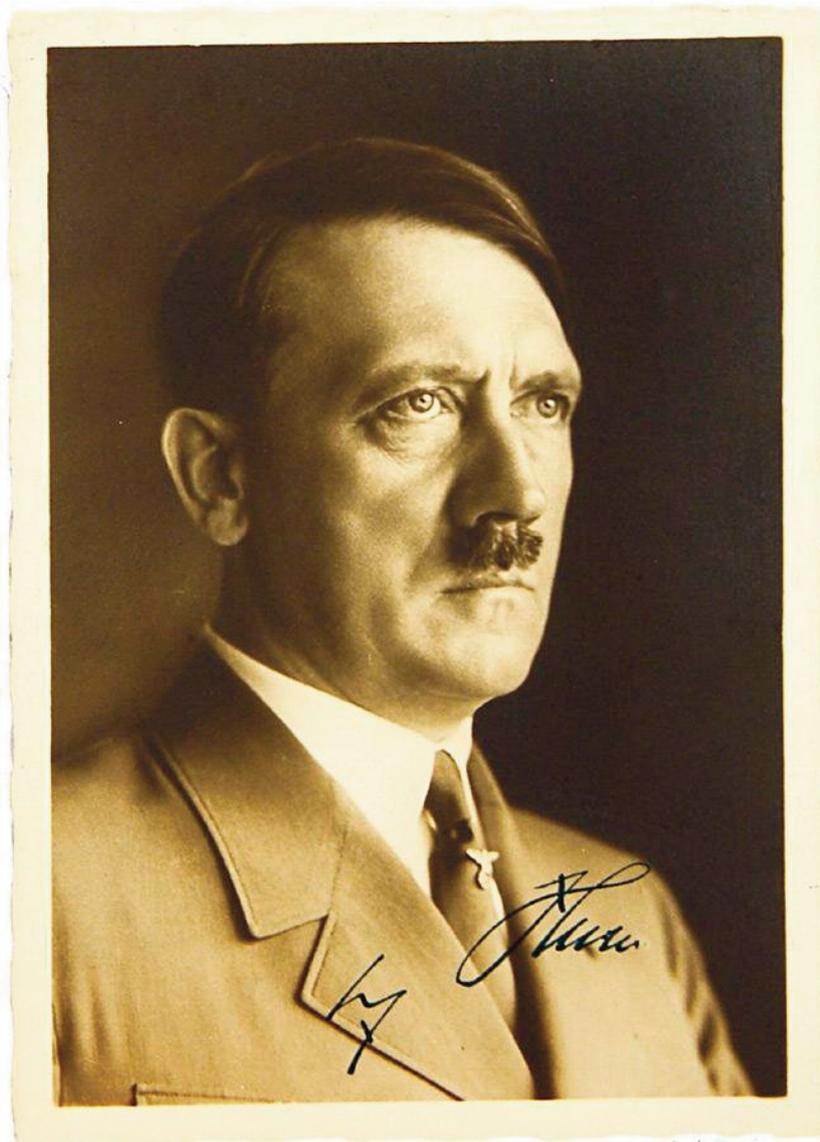


# Introduction

Par Frédéric Bonnus

**C**et article résulte d'un travail scolaire effectué en 1989 dont le thème était « *L'arrivée d'Hitler en Allemagne, hasard ou fatalité ? Décrivez cette période historique qui changea à jamais la face du monde.* »

Je l'ai bien sûr retravaillé, en partie illustré et bien évidemment saisi informatiquement.



Diverses sources furent utilisées, dont des manuels scolaires d'Histoire de classe de terminale et surtout les inépuisables connaissances de ma professeur d'Histoire au Lycée, que je n'oublierai jamais, Madame GANT, ancienne déportée, aujourd'hui décédée, et dont la culture sur la Seconde Guerre mondiale était infinie.

Elle a su me transmettre non seulement la passion de cette triste période historique, mais plus largement un goût immodéré pour l'Histoire en général. Au-delà des heures normales des cours d'histoire, elle organisait des réunions historiques que je ne manquais jamais, un mercredi sur deux, le matin de 9 h à midi. Outre le visionnage de cassettes vidéo de reportages, elle possédait une immense bibliothèque et des collections personnelles, dont elle nous faisait profiter, nous apportant à chaque réunion quelques livres ou documents aux contenus inestimables (notamment le témoignage précis d'André François-Poncet qu'elle avait recueilli avant sa mort en 1978. Il était ambassadeur de France en Allemagne en 1938 et il a assisté, impuissant, à la conférence de Munich.)

C'est de là que je puisais ces connaissances et ces détails qui m'ont permis de réaliser ce qui n'était à l'époque qu'un devoir d'histoire, et pour lequel elle m'avait royalement gratifié d'un 18/20.

C'est pour moi un immense plaisir que de pouvoir aujourd'hui vous faire profiter de ce travail, que j'avais

d'ailleurs complètement oublié. C'est suite au décès de mon oncle au début de cette année, qu'en vidant le grenier de ma maison d'enfance, j'ai retrouvé dans un carton tous mes cours et devoirs d'histoire de classe de terminale. Et je suis tombé sur ce devoir, particulièrement dense. L'idée m'est donc venue de le proposer à Daniel, notre rédacteur en chef, et grâce lui soit rendue, ainsi qu'à toute l'équipe de l'Histomag'44, car vous pouvez aujourd'hui le lire tranquillement chez vous.

J'espère que vous aurez autant de plaisir à le lire que j'en ai eu à le recomposer.

Je tiens à remercier François Delpla et Daniel Laurent qui m'ont amicalement aidé à corriger quelques erreurs de jeunesse afin que ce texte soit digne de l'Histomag'44. Ni l'un ni l'autre n'étant munis du pouvoir d'infaillibilité, ainsi qu'ils me l'ont avoué, il en reste peut-être quelques-unes.

Frédéric Bonnus



## Allemagne 1933-1938

### Voyage vers les portes de l'enfer

Par Frédéric Bonnus

#### **H**itler est nommé Chancelier du Reich

*Le destin du monde s'est en partie fixé en 1933, le jour où Hitler reçut le pouvoir des mains d'Hindenburg.*

*Par quelles étapes le vieux Maréchal en était-il arrivé à ce geste ?*

*C'est une dure leçon d'histoire contemporaine : on va voir comment une dictature s'installe par la faute des divisions nationales.*

Les circonstances qui ont obligé Brüning à se retirer font nettement ressortir le caractère du régime auquel l'Allemagne, en 1932, est déjà soumise : le chancelier n'a pas été renversé par un vote du Reichstag, mais par l'initiative du Chef de l'État. Dans ces conditions, il est clair qu'ayant à désigner un nouveau chancelier, le Maréchal Hindenburg ne s'inspirera pas de la situation parlementaire.

Celle-ci, d'ailleurs, est sans issue. Brüning parti, le Reichstag, où deux blocs se paralysent mutuellement, est incapable de dégager une majorité de gouvernement. Le maréchal appellera donc, selon l'expression alors en usage, « un homme de sa confiance » et le chargera de former un « cabinet présidentiel ».

Chacun se demande à Berlin, qui sera cet homme. Le 1<sup>er</sup> juin 1932, on apprend que Hindenburg a choisi Franz von Papen.

La décision du Président rencontre, d'abord, l'incrédulité : on ne veut pas le croire, et puis, quand la nouvelle est confirmée, tout le monde rit, ou sourit. Von Papen présente, en effet, la particularité que, ni ses amis, ni ses ennemis ne le prennent tout à fait au sérieux. Il porte au front une étiquette de légèreté indélébile dont il ne parviendra jamais à se débarrasser.

Ce n'est pas, du reste, une personnalité de premier plan. Ancien officier de cavalerie, ayant couru en obstacles sur les hippodromes, il est surtout connu pour son passé malheureux d'attaché militaire à Washington, d'où il a été expulsé en 1917, et par son activité en Amérique du Sud, où il aidait l'amirauté allemande à faire torpiller les convois alliés. Il a occupé un siège au Landtag de Prusse.

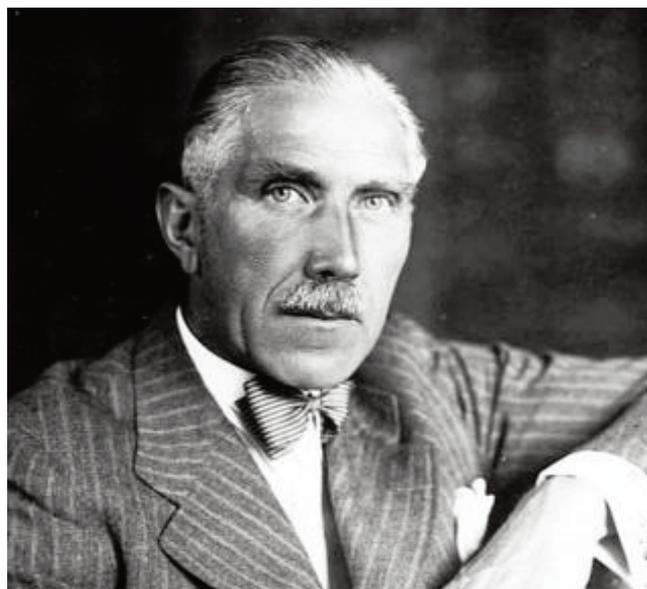
Fervent catholique, gros actionnaire de la *Germania*, il appartient au Zentrum, parti catholique qui est l'aile la plus conservatrice du Centre et qui est l'ancêtre de la Démocratie-chrétienne. Mais la direction et la plupart des membres de son propre parti n'ont, à son égard, qu'aversion et méfiance et se sont toujours abstenus de le déléguer à la tribune ou dans les commissions. On le dit superficiel, brouillon, faux, ambitieux, vaniteux, rusé, intrigant. Il a en tout cas, une qualité : l'aplomb, l'audace, une audace aimable et comme inconsciente.

Il est de ceux qu'il ne faut pas défier de se lancer dans une entreprise dangereuse, car il relève tous les défis,

il tient tous les paris. S'il réussit, son plaisir éclate ; s'il échoue, il s'en tire par une pirouette.

Bien élevé, au surplus, de manières parfaites, très homme du monde, fortuné, assidu au Club des Seigneurs et au Club de L'Union, le Jockey de Berlin, il parle couramment l'anglais et le français. Sa vie de famille est irréprochable. Il réside souvent en Sarre et par sa femme, Sarroise d'origine, il est en relation avec les milieux français de Lorraine. Il se déclare francophile et partisan du rapprochement franco-allemand, ce qui ne l'empêche pas, d'ailleurs, d'appeler de ses vœux l'heure où l'armée allemande prendra sa revanche et entrera victorieusement dans Paris.

Sa désinvolture s'accommode de pareilles contradictions. Il ne serait, à la vérité, qu'un amateur élégant, s'il n'était l'homme de la présidence ; c'est là son principal titre.



Franz von Papen (1879 - 1969)

On sait le rôle qu'a joué la présidence dans la chute de Brüning. La présidence c'est, bien entendu, le maréchal... mais plus encore que le maréchal, c'est le petit groupe qui l'entoure et qui lui tient compagnie.

Il se compose :

-**du colonel Oskar von Hindenburg**, épais de visage, brutal et peu éclairé, aussi grand, aussi massif que son père, mais sans la noblesse d'allure de celui-ci ;

-**de Meissner**, secrétaire du maréchal, rougeaud, congestionné, cambré et rebondi, toujours à l'étroit dans ses vêtements, cachant son regard derrière ses lunettes, étrange personnage, fils d'un fonctionnaire des Postes immigré en Alsace, à son aise sous tous les régimes, au courant de tous leurs secrets et qui a été le collaborateur du socialiste Ebert, avant de devenir celui de Hindenburg et plus tard, celui d'Hitler ;

-du général von Schleicher, chef au bureau politique de la Reichswehr ;

-du général Kurt von Hammerstein-Equord, commandant en chef de l'armée depuis 1930, bon géant placide aux yeux bleus ;

-et enfin de von Papen lui-même.

Tous ces hommes sont liés d'amitié : le colonel, Schleicher, Hammerstein, Von Papen ont été camarades à l'Académie de guerre et se tutoient. Von Papen leur sert un peu de tête de turc : ils le taquent volontiers, sans qu'il s'en offusque.

C'est lui d'ailleurs qui est le préféré, le favori du maréchal : il distrait le vieillard par sa vivacité, son enjouement ; il le flatte par le respect, la dévotion qu'il lui manifeste ; il le séduit par sa hardiesse ; il est à ses yeux le type accompli du gentilhomme.

Enfoncé dans son fauteuil, Hindenburg écoute les amis de son fils qui lui rapportent les échos du dehors et commentent librement devant lui l'actualité politique. Dans la mesure où il a encore des idées personnelles, il désire se désolidariser le plus tôt possible des éléments de gauche qui l'ont réélu.



**Paul von Hindenburg (1847 - 1934)**

Socialistes, communistes sont, pour lui, des rouges, des bolchevistes, des ennemis de l'État et de la Patrie. Il faut les rejeter dans l'opposition, les combattre, unir toutes les forces nationales, faire rentrer dans le rang ces nazis, si turbulents et si équivoques, cet Hitler, si indiscipliné et si arrogant, et qui n'a jamais, dans la guerre, dépassé le grade de caporal, et enfin assainir, par la formation d'une majorité stable, orientée à droite, un désordre qui s'aggrave.

Sur les moyens à prendre, la tactique à suivre, il s'en remet aux suggestions de ses familiers, et notamment à celles de Schleicher, qui est le cerveau politique du groupe et le porte-parole de la Reichswehr, dont Hindenburg n'a pas cessé de se considérer comme le chef suprême.

En recommandant von Papen au choix du vieillard pour succéder à Brüning, Schleicher était certain d'être bien accueilli... il a pensé aussi que von Papen, qu'il tutoie, qu'il appelle Franz, ou Franzchen, et avec lequel il n'a pas à se gêner, serait un instrument plus docile que Brüning, de sorte que le nouveau chancelier

et le gouvernement qu'il dirigera, constitueront, en réalité, un cabinet de la Reichswehr.

Qu'est-ce donc que cette Reichswehr, qui exerce une si puissante influence sur les destinées du Reich d'après-guerre, et que veut-elle ?



**« Qu'est-ce donc que cette Reichswehr... »**

La Reichswehr, c'est, essentiellement, le grand état-major général que le traité de Versailles interdisait, et qui a reparu sous divers camouflages. Il est le dépositaire, le gardien attentif d'une tradition militaire qui remonte à Frédéric II, d'une conception du rôle de l'armée dans l'État et du rôle de l'officier dans l'armée et dans l'État, qui s'est transmise, sans défaillance, de génération en génération. La Reichswehr a toujours exercé une influence considérable sur la conduite politique du Reich. Au milieu du désarroi des gouvernements, du désordre et des crises qui ont caractérisé l'existence de la république de Weimar, elle a été, au contraire, un facteur remarquable, sinon éclairé et bienfaisant, de stabilité et de continuité : par son action persévérante, elle a contribué efficacement au réveil de l'esprit militaire et du sentiment national, dans une Allemagne désarmée et vaincue. Elle n'entend se lier à aucune forme politique particulière. Elle accepte tout régime qui ne contrarie pas, et à plus forte raison celui qui seconde, ses fins proprement militaires. Elle a horreur de la guerre civile, qui laisse dans le peuple des rancunes durables contre l'armée, et ce sentiment la paralysera plus d'une fois, dans la suite des événements.

Ses sympathies, ses encouragements vont, naturellement, aux partis patriotes, aux nationalistes, qui contribuent à réveiller et fortifier l'esprit militaire, aux nationaux-allemands, au Casque d'Acier, qui fourmille d'officiers de réserve et de vieux généraux. Mais elle n'exclut pas les nazis de sa bienveillance : elle leur sait gré de ranger sous ses emblèmes une jeunesse pleine d'ardeur, qui, sans eux, irait peut-être grossir les contingents du marxisme ; elle les a subventionnés ; elle a contribué à les équiper, à les organiser.

C'est elle qui, jadis, a inventé Hitler, en le chargeant de la renseigner sur le mouvement politique, à Munich, au lendemain de la guerre. Hitler a d'abord été son homme, sa créature.

Depuis lors, à divers égards, par certaines de ses idées, par sa propagande antireligieuse et antisémite, par son indépendance et ses prétentions, par la qualité plus que médiocre des collaborateurs dont il s'entoure, Hitler la choque et l'inquiète. Mais elle n'en

reste pas moins en contact permanent avec lui. De même, les sections d'assaut, les milices brunes ne lui plaisent qu'à demi : elle déteste qu'on joue au soldat. Elle tolérerait encore moins que ces faux soldats prétendent former une armée à part. Elle voit pourtant, en eux, une force utilisable : elle les a aidés à naître, à l'occasion elle les aidera encore car elle souhaiterait les avoir complètement sous sa coupe.

Le but extérieur qu'elle s'est fixé, en cette année 1932, c'est de profiter de la conférence de Genève sur le désarmement pour secouer les chaînes du traité de Versailles et frayer les voies qui lui permettront de doter l'Allemagne d'une armée proportionnée à son rang, semblable à celle des autres grandes puissances, et munie, comme elles, d'engins blindés, d'avions et de grosse artillerie.

Elle doute, d'ailleurs, que la diplomatie y réussisse et que rien de positif ne sorte jamais des délibérations de la SDN. Elle attend davantage d'un accord direct avec la France, dont elle a conçu le projet.

Cet état d'esprit, ces idées ont en Schleicher un représentant typique : il est, d'ailleurs, chargé de les mettre en oeuvre. Aussi est-il étroitement mêlé aux événements de toute cette période. Mais jusqu'ici il n'a eu qu'une action en coulisse. Cette fois il paraît sur la scène : dans le cabinet Von Papen, qu'il a, plus que tout autre, contribué à faire naître, il prend le portefeuille de la guerre.

Schleicher passe pour un maître de l'intrigue politique : on le redoute plus qu'on ne l'aime, même dans l'armée, où beaucoup lui reprochent une carrière trop rapide, un avancement qui n'a pas été gagné sur les champs de bataille. Il a une réputation bien établie de réalisme et de cynisme.

Le crâne rasé, plus que blême, blafard, son masque où brillent des yeux aigus, ses traits, noyés dans une mauvaise graisse, ses lèvres minces à peine marquées, ne plaident pas en sa faveur. Mais, signe particulier, il a de fort belles mains. Dans la conversation, il est direct, brutal, gouailleur, caustique, souvent spirituel. Il rit volontiers, et bruyamment.



**Kurt von Schleicher**  
(1882 - 1934)

On l'accuse de perfidie et de fourberie. Son intelligence est vive et rapide, plus que solide et profonde. Pourtant, ce n'est pas un militaire fermé aux idées modernes, aux exigences du temps. Il attache une grande importance à ne pas laisser se créer un antagonisme entre l'armée et les classes laborieuses. Il rêve d'une alliance entre l'armée et le syndicalisme ouvrier, d'un État socialo-militaire, qui enlèverait au nazisme sa clientèle.

En dehors de von Papen et de Schleicher, les membres du nouveau cabinet ont ceci de commun qu'ils sont, tous, des amis du maréchal et qu'ils appartiennent aux milieux de l'ancienne aristocratie. Aussi le public a-t-il immédiatement baptisé le nouveau gouvernement : le cabinet des Barons.

La tâche, qu'avec « les Barons », von Papen a mission d'accomplir, n'est pas aisée :

- à l'extérieur, il doit obtenir l'ajournement, sinon la suppression, des paiements de réparations et l'égalité des droits en matière d'armement.

- à l'intérieur, il doit liquider le règne des socialistes et des démocrates en Prusse ; trouver, dans le présent Reichstag, ou dans un autre, une majorité de droite ; absorber Hitler et ses partisans dans cette majorité, ou leur casser les reins ; et, naturellement, de surcroît, remédier à une détresse économique croissante.

Il y aurait là de quoi faire hésiter le plus valeureux des cavaliers. Mais von Papen a du cran. Comme jadis, lorsqu'il était jeune officier, il se lance à bride abattue, sur cette piste glissante semée d'obstacles.

À l'extérieur, il s'en tire assez bien, du moins en ce qui concerne les réparations de guerre versées à la France. À Lausanne, la négociation aboutit à l'octroi à la République de Weimar d'un nouveau moratoire de trois ans, au bout desquels l'Allemagne paiera un forfait de 3 milliards de marks-or, sous la forme de bons à 6 % à émettre dès que le cours de 90 % de leur valeur nominale semblera assuré, le service des emprunts Dawes et Young n'étant pas, quant à lui, compris dans l'arrangement. En fait, les 3 milliards ne seront jamais payés et la conférence de Lausanne aura enterré les réparations.

Mais au contraire de ce que l'on aurait pu imaginer, l'Allemagne s'indigne. Elle accable de reproches véhéments son malheureux négociateur. Il aurait dû refuser de payer un seul mark ... tant le chauvinisme a déjà empoisonné les esprits !

À Genève, à la conférence du désarmement, les choses vont moins bien. Von Papen y est, d'ailleurs, moins personnellement mêlé. C'est l'affaire de la Wilhelmstrasse et de la Reichswehr.

La revendication de l'égalité des droits et l'interprétation allemande du traité de Versailles se heurtent à la plus vive résistance. Les thèses opposées s'affrontent, sans qu'apparaisse le moyen de les concilier.

La Reichswehr, qui n'a jamais cru à l'efficacité de ces discussions internationales, met alors à exécution son projet d'entente directe avec la France : elle persuade l'Office des Affaires étrangères de seconder sa tactique et Bülow, le 23 août 1932, commence les démarches. En effet, le 28 août, le baron von Neurath, ministre des Affaires étrangères déclare que le problème du désarmement, de l'avis de son gouvernement, est,

avant tout, un problème franco-allemand : toute solution adoptée par les deux pays sera alors automatiquement ratifiée par les autres. L'Allemagne désire donc avoir avec la France une conversation à deux et rechercher avec elle les bases d'une entente.

La France, vieux pays militaire et qui a le sens de l'honneur, doit comprendre que l'Allemagne ne saurait demeurer indéfiniment dans la situation humiliante qui lui impose une armée dérisoire, une caricature d'armée, indigne d'un grand peuple.

Ce que l'Allemagne souhaite est, au surplus, bien modeste. Qu'on lui concède seulement le principe de l'égalité des droits ! Elle n'en fera qu'une application restreinte. Elle se contentera d'un petit nombre, de quelques échantillons des armes qui lui sont défendues : tanks, avions, canons de gros calibre. Elle demande, en outre, l'autorisation de lever chaque année un contingent supplémentaire de 30 000 hommes qui ne serviront que trois mois et seront employés principalement à la garde des côtes et des frontières.

La requête allemande est donc consignée et Schleicher ajoute qu'il désire que sa démarche reste confidentielle : si elle réussit, elle sera divulguée ; si elle échoue, personne n'en saura rien et l'opinion ne sera ainsi aucunement troublée.

Examinée à loisir, à Paris, la note allemande y soulève, d'ailleurs, de graves objections. La conversation à deux, dans le dos de la conférence genevoise n'est pas jugée compatible avec l'élémentaire devoir de loyauté à l'égard de la SDN.

Si la France a publiquement contesté que l'égalité des droits puisse être déduite des articles du traité de Versailles, ce n'est pas pour l'admettre davantage dans une négociation séparée et privée entre les deux pays.

D'ailleurs, les intentions allemandes n'échappent pas au soupçon. Le principe, une fois acquis, quelle assurance aura-t-on que l'Allemagne n'en fera qu'une application « à minima » et se contentera, comme il le dit, de quelques « échantillons » ?



Le 11 septembre, en termes polis, qui, du reste, ménagent l'avenir, la réponse française décline les propositions de l'Allemagne. La grande pensée de la Reichswehr a échoué, et cet échec, loin de rester secret, s'étale en plein jour !

Le cabinet von Papen prend alors une décision brutale : il fait ce que Brüning n'aurait jamais fait et notifie à Genève que l'Allemagne n'assistera plus, désormais, aux réunions du bureau de la Conférence

du Désarmement ; il annonce en outre la mise en chantier d'un cuirassé de 10 000 tonnes, que Brüning avait ajournée.

Sous une forme moins accentuée, il prélude, en somme, aux mesures radicales qu'Hitler prendra, un an plus tard : il en donne, à la France et au monde, un avant-goût.

Quelles que soient du reste les difficultés qu'il



Salle d'audience du Reichstag

rencontre dans le domaine des armements, celles-ci ne sont rien en comparaison avec les soucis que lui causent le problème intérieur et les luttes qu'il doit livrer sur le terrain.

Si la Présidence a cru qu'étant plus orientée à droite, von Papen réaliserait plus aisément que Brüning la « concentration nationale », dont elle attend la solution de la crise, elle s'est lourdement trompée. La personne du nouveau chancelier a seulement rendu le conflit plus aigu. Il est vrai que von Papen l'aborde avec la volonté de ne pas reculer, pour en finir, quitte à utiliser les grands moyens.

Il comprend immédiatement qu'il n'a rien à espérer du Reichstag actuel : le 4 juin, il le fait dissoudre et les élections sont fixées au 31 Juillet.

Dans l'intervalle, il essaye de tirer au clair la situation en Prusse. Le Landtag est, lui aussi, ingouvernable. Les nazis y sont les plus nombreux et il n'y a pas de majorité possible.

Dans ces conditions, von Papen, le 20 juillet, destitue Braun et le ministre de l'Intérieur Severing. Un décret-loi le nomme lui-même Commissaire du Reich en Prusse, ce qui lui confère le droit de relever de leurs fonctions les membres du gouvernement, d'assumer les fonctions de Président du Conseil et de charger qui lui plait de diriger les autres ministères. Un autre décret-loi proclame « l'état d'exception » dans le Brandebourg et à Berlin.

La campagne pour l'élection du nouveau Reichstag se déroule dans le même temps à travers le pays ; Elle est dominée par deux personnalités :

- **Hitler**, qui paraît sur les estrades, entouré de l'immense appareil de son parti, orateur féroce dans la critique du « système » actuel, enflammé dans l'évocation de la prospérité, de la grandeur et de la gloire qu'il promet d'apporter à la nation ;
- **et Brüning**, froid, pâle, pertinent, défenseur de la liberté et de l'égalité dans le cadre de la démocratie autoritaire.

Des rixes, des collisions sanglantes se produisent un peu partout : on enregistre 72 meurtres en Prusse, du 1<sup>er</sup> Juin au 20 Juillet, 322 cas d'agressions dues tantôt aux communistes, tantôt aux nazis.

Mais les nazis s'assurent de plus en plus le dessus, et Hitler s'entoure d'une redoutable garde du corps, revêtu d'uniformes noirs : Les sections de protection, les fameux S.S.

Le 31 juillet, l'élection a lieu.

Elle est, pour les nazis, l'occasion d'une sensationnelle victoire : ils obtiennent 230 sièges, soit 120 de plus qu'en 1930 et 37 % des voix de l'ensemble du corps électoral. De leur côté, les communistes gagnent 11 sièges.

Le national-socialisme, dans le Reich comme en Prusse, représente de loin le parti le plus nombreux et le plus puissant. Pourtant, ni à lui seul, ni avec le supplément des voix des nationaux-allemands de Hugenberg, il ne dispose de la majorité dans l'assemblée. L'élection n'a donc pas résolu le problème.



**Heinrich Brüning**  
1885 - 1970

Il s'agit de savoir quelles sont les intentions des nazis dans le nouveau Reichstag. Von Papen leur a fait des concessions, en rendant aux Sections d'Assaut le droit d'exister et de porter l'uniforme.

La politique qu'il a suivie, à l'extérieur et à l'intérieur, est à peine différente de celle qu'ils préconisaient. En seront-ils plus conciliants ? Des conversations se nouent entre von Papen, Schleicher et Hitler. Elles sont compliquées et enchevêtrées.

Quoi qu'il en soit, la négociation n'aboutit pas. Hitler reste intraitable et décline les propositions qui lui sont faites.

Le maréchal, désireux de le placer publiquement en face de ses responsabilités, le convoque, le 13 août, à la présidence et lui renouvelle les offres qui lui ont été adressées.

Hitler les repousse. Un communiqué officiel précise qu'il a refusé de participer à un gouvernement Von Papen et qu'il a revendiqué tout le pouvoir pour lui seul. L'entrevue n'a duré que treize minutes.

Avec elle se termine la période des ménagements envers le nazisme. La lutte reprend. L'opinion publique est, d'ailleurs, indignée par les excès que commettent, ici et là, les hitlériens. On commence à entrevoir ce que sont, en réalité, les moeurs des nazis et quel avenir leur règne éventuel réservera à l'Allemagne.

Après l'échec de ses pourparlers, von Papen se résout à dissoudre le Parlement à peine né et qui doit pourtant se réunir pour la première fois le 30 août.

Du coup, les nazis s'escriment à défendre l'existence de l'Assemblée, à prouver qu'elle est viable et, de toute façon refuse de la laisser renvoyer, avant qu'elle n'ait eu le temps de voter contre le gouvernement ! Voilà des ennemis du régime parlementaire mués en

champions des droits de la représentation populaire ! Le cynisme hitlérien a libre cours et la comédie se poursuit.

Le 30 août 1932, le Reichstag se réunit. Goering est élu président par 367 voix. Les catholiques ont voté pour lui. Comme elle n'a pas pour but de soutenir le gouvernement, mais, au contraire, de jouer un tour à von Papen, la concentration nationale se forme sans difficulté. Elle élimine les socialistes de toutes les charges.

Goering grimpe allégrement à son estrade. Sa voix retentit. Avec une aisance surprenante, il prend possession de ses fonctions, comme si elles lui étaient familières. Il clame la loyauté avec laquelle il les remplira, il remercie ses collègues, son autorité s'impose immédiatement. L'assemblée, qu'il semble tenir parfaitement en main, ne se départit pas de sa discipline : la séance est levée sans incident tandis que du début à la fin elle a été édifiante. La manœuvre se développe. Sous la conduite de Goering, le bureau fait une démarche auprès du maréchal Hindenburg, atteste l'existence d'une majorité et prie le maréchal de recevoir les chefs des fractions, afin d'organiser une collaboration régulière entre lui et le Parlement.



**Herman Goering (1893 - 1946)**

Le maréchal réserve sa réponse. En réalité, il a déjà donné à von Papen un décret de dissolution.

Le 12 septembre, le Reichstag se réunit pour la seconde fois. Dès l'ouverture, les communistes demandent la modification de l'ordre du jour : ils déposent deux motions, l'une réclamant l'abolition des derniers décrets-lois, l'autre exprimant la méfiance au Cabinet, et ils invitent l'assemblée à mettre ces motions aux voix, sans débat préalable.

La séance est suspendue. Durant la suspension, le Zentrum, les nazis et les socialistes se montrent disposés à brusquer les choses et à voter en faveur des motions communistes.

Von Papen, qui s'attendait à un ample débat, en vue duquel il avait préparé un grand discours, n'a que le temps d'envoyer chercher le décret de dissolution qu'il a laissé à la chancellerie.

A la reprise, Goering qui préside, constate l'accord intervenu et fait immédiatement procéder au scrutin. Von Papen s'agite, lève la main pour demander la parole et brandit son papier.

Au Reichstag, le gouvernement n'est pas assis dans l'hémicycle, en face du président, mais sur l'un des côtés de l'estrade où siège le bureau, de sorte qu'il peut arriver que le président (c'est Goering) ne voie pas très bien, ou pas tout de suite, ce qui se passe au banc du gouvernement.

Dans le cas présent, l'agitation du chancelier n'a pas échappé à Goering et celui-ci a parfaitement compris que la feuille de papier que von Papen tient dans sa main est le décret de dissolution.

Mais il feint de ne pas le voir : il regarde de l'autre côté, tourne obstinément le dos au chancelier, tout en pressant l'opération du vote.

Désespérant d'attirer l'attention systématiquement rétive du Président, von Papen fait quelques pas, s'approche de lui, dépose sur le coin de sa table le décret de dissolution et quitte la salle, accompagné des autres membres du gouvernement.

Goering ne bronche pas : il persiste à ne pas se retourner, à faire semblant de n'avoir rien vu, puis il déclare le scrutin clos, et, quelques instants après, proclame ses résultats... la motion de méfiance des communistes a été votée par 513 voix contre 32.

Seulement alors, il s'avise de découvrir la feuille de papier que von Papen a laissée auprès de lui. Il donne connaissance à l'assemblée de son contenu et ajoute que ce décret de dissolution est évidemment sans valeur, puisqu'il est contresigné par un ministère régulièrement renversé.

On ne saurait mettre plus de sang-froid et de maîtrise dans l'hypocrisie et l'imposture. Un tonnerre d'applaudissements éclate. La manoeuvre de Goering a permis de gagner le gouvernement de vitesse et de le mettre publiquement en minorité. Elle reste bien entendu sans lendemain, malgré les efforts que déploient les nazis pour la prolonger devant une commission d'enquête. Elle a tout de même porté un coup au prestige, déjà bien relatif, de von Papen et fait, derechef, rire à ses dépens.



**Campagne électorale en 1932**

Le corps électoral est invité à remplacer, le 6 novembre, le Reichstag dissous. Par cette tactique d'élections à jet continu, le gouvernement espère, peut-être, que le pays finira par lui imposer une

assemblée à son goût. Mais, en même temps, cette tactique lasse les électeurs, use les patiences et achève de discréditer le régime parlementaire.

Le scrutin du 6 novembre semble pourtant répondre à ses désirs. Cette fois, le national-socialisme enregistre un recul sensible, une véritable défaite : il rétrograde de 230 sièges à 195, de 13 à 11 millions de suffrages. Les communistes gagnent 11 sièges, les nationaux-allemands en gagnent 14.

Les progrès constants du nazisme paraissent enrayés. Déjà un reflux s'amorce. C'est pour von Papen un indéniable succès. Touche-t-il au but ? ... il peut le croire.



**Meeting du NSDAP à Francfort en 1932**

Von Papen essaie de renouer des contacts avec un national-socialisme qu'il présume assagi, assoupi par l'évènement. Mais Hitler, qui est de tempérament extrémiste, s'est prononcé pour l'intransigeance. Avec ses 195 députés du Reichstag, il reste l'arbitre de la situation parlementaire et refuse catégoriquement de négocier avec von Papen.

Le chancelier imagine alors, avec la présidence, une procédure qui doit avoir raison de l'obstruction hitlérienne. Il démissionnera. Le Maréchal invitera Hitler à constituer un cabinet appuyé par une majorité au Reichstag. Hitler n'y arrivera pas et devra avouer son impuissance. Von Papen, rappelé par Hindenburg, fera sa rentrée, et, cette fois, Hitler sera obligé de traiter avec lui.

Tout se déroule selon ce schéma.

Le 17 novembre, von Papen démissionne. Le 19, le Maréchal Hindenburg convoque Hitler. Il l'investit officiellement de la mission de rechercher les bases d'une majorité parlementaire, capable de soutenir son cabinet, et lui accorde jusqu'au 24 novembre pour mener à bien son enquête.

Le Zentrum et les nationaux-allemands font aussitôt savoir qu'ils n'accepteront pas Hitler comme chancelier.

Hitler commence à soupçonner qu'il a été attiré dans un piège. A-t-on prétendu l'enfermer dans la formule irréalisable d'un cabinet parlementaire ?

Pourquoi ne gouvernerait-il pas lui aussi, comme Brüning et von Papen l'ont fait, au bénéfice de l'article 48 de la Constitution, c'est-à-dire en vertu des pouvoirs discrétionnaires du président de la République de Weimar et à coups de décrets-lois ?

Il demande par lettre, des précisions au Maréchal. Une correspondance s'engage. Hindenburg la conclut en refusant de confier les pleins pouvoirs présidentiels au

chef d'un parti qui a toujours souligné un caractère exclusif et dont l'attitude est négative, aussi bien vis-à-vis de sa personne, que vis-à-vis des mesures politiques et économiques qu'il juge nécessaires.

Hitler, ainsi désavoué, renonce à son mandat et proteste qu'il a été le jouet d'une intrigue.

Mais il se produit dans les calculs de la présidence, un accroc imprévu.

Au moment où le maréchal s'apprête à rappeler von Papen, Schleicher soulève des objections. Il a compris que von Papen, qui n'avait pas réussi à dissiper, même chez ses propres amis et dans son propre ministère, les préventions dont il est l'objet, ne réussirait pas plus aujourd'hui qu'hier, et que sa personne complique un problème, déjà suffisamment ardu. Il se prononce donc contre le retour de son camarade.

Von Papen éprouve une profonde amertume. Le colonel Hindenburg, Meissner, le maréchal lui-même partagent son ressentiment et jugent que, puisque Schleicher est si fertile en critiques, si prompt à trouver mauvais ce que font les autres, il devrait bien assumer les responsabilités du pouvoir et montrer de quoi il est capable.

Schleicher invite Hitler, qui s'est retiré à Munich, à venir conférer avec lui. Il compte bien franchir l'obstacle auquel von Papen s'était heurté.

Effectivement, Hitler prend le train pour Berlin. Mais, à la gare de Weimar, Goering et Goebbels surgissent, le font descendre de son compartiment et le dissuadent de se présenter au rendez-vous du général.



« ...Goering et Goebbels...le dissuadent de se présenter au rendez-vous du général... »

Hitler écrit à Hindenburg qu'il ne donnera pas plus son concours à Schleicher qu'à von Papen. Dans ces conditions, Schleicher veut bien s'esquiver et décliner la charge qu'on entend lui confier, mais on ne lui en laisse pas la liberté. La Présidence le met, en quelque sorte, au pied du mur, et le maréchal, le 2 décembre, l'oblige à prendre la chancellerie. Von Papen rentre dans la coulisse, mais non pour s'y confiner désormais dans le rôle d'un politique spectateur. Il est plein d'aigreur et de rancune. Il a soif de revanche.

Schleicher arrive au pouvoir avec la réputation d'une intelligence et d'une habileté de premier ordre. Et cependant, il s'y maintiendra à peine deux mois et il y donnera l'impression d'une complète carence, d'un effondrement piteux.

Au cours des quelques semaines qu'il passe à la chancellerie, il est hésitant, désesparé, submergé, plus blême que jamais, épuisé par les veilles. A-t-on surestimé sa valeur ? Faut-il le compter parmi ceux qui ne brillent qu'au second rang et s'éclipsent au premier ?

Pour comprendre son aventure, il convient de ne pas oublier quel en est le point de départ : Schleicher a été poussé à la chancellerie contre son gré.

On l'y a poussé, non pour qu'il réussisse, mais pour qu'il échoue, pour se débarrasser de lui, pour le liquider, parce que ses amis eux-mêmes sont fatigués de ses interventions perpétuelles, de ses volte-face incessantes, de son ironie mordante et de l'insécurité de son commerce.

C'est von Papen qui est l'artisan de l'opération, mais pas tout à fait seul, car encouragé, aidé en sous-main par la Présidence, qui fait jouer contre Schleicher tous ses ressorts. Après sa chute, on a entendu Schleicher à un déjeuner auquel assistent plusieurs personnalités importantes et officielles, s'exclamer d'une voix sardonique :

- « Je ne suis resté que soixante-dix jours au pouvoir, et chacun de ces jours, j'ai été trahi soixante-dix fois. Qu'on ne me parle plus jamais de la fameuse fidélité allemande. »

Mais avait-il, lui-même, toujours donné l'exemple de la fidélité ?

Les débuts de son règne éphémère, sont, pourtant, assez calmes, plus calmes que ne l'ont été ceux de von Papen. Le Reichstag élu le 6 novembre, se réunit le 6 décembre. La séance se déroule sans incident et dans les formes normales.

Ce n'est qu'un répit, une trêve, à l'abri de laquelle de nouvelles intrigues, de nouveaux complots s'ourdissent.

Le 15 décembre, Schleicher commet une première erreur, dont le poids, bientôt, l'écrasera. Il prononce à la Radio un discours-programme.

Dans ce discours, préoccupé surtout de dissiper les préventions que peuvent susciter, parmi les classes populaires, sa qualité de Général et le rôle dominant qu'on lui attribue à la tête de la Reichswehr, il cherche à s'attirer la sympathie des masses. Il dénie toute intention d'exercer une dictature militaire. Il sera plutôt un « Général Social ». Il est bien décidé à gouverner selon la Constitution, avec le Reichstag.



Kurt von Schleicher : discours à la radio

Il fait connaître qu'il annule le décret-loi autorisant la réduction des salaires. Il annonce également qu'il affectera 300 000 hectares, provenant des grandes propriétés en faillite de la Prusse-Orientale, à la colonisation intérieure, au bénéfice de la petite exploitation et de la petite propriété !

Suprême imprudence ! Il touche là à une matière éminemment inflammable. Les conservateurs, les nationaux-allemands de Hugenberg se montrent indignés : ils l'appellent « le Général Rouge ». À l'égard du national-socialisme, Schleicher en est resté aux intentions qui étaient celles de la présidence et que von Papen n'avaient exécutées qu'à moitié. Il s'agit d'assouplir les nazis et s'ils persistent dans leur intransigeance, de leur rompre l'échine.

Depuis quelque temps, il s'efforce d'attiser les discordes qui ont éclatées parmi leurs chefs : il mise sur Gregor Strasser, moins forcené, plus raisonnable qu'Hitler et qui jouit d'une grande popularité dans le parti.



**Gregor Strasser (1892 - 1934)**

Tactique dangereuse, mais tactique habile, et qui pourrait aboutir, si, précisément, à la même heure, von Papen ne la contrecarre pas !

Von Papen est, en effet, abordé par les amis qu'il a dans les milieux de la banque et de la grande industrie. Ils lui spécifient que le moment est venu d'en finir et de traiter avec Hitler et son parti. Le courant national-socialiste est trop fort pour qu'on puisse espérer qu'il se résorbe. Tant qu'il sera dans l'opposition, la crise intérieure ne cessera pas et l'Allemagne demeurera ingouvernable.

Or, les élections du 6 novembre ont été pour Hitler un avertissement. Il a compris qu'il ne fallait pas trop tirer sur la corde. Il a de graves ennuis d'argent. On a donc barre sur lui. Il n'aura pas les mêmes prétentions que la veille. L'occasion est favorable, il faut la saisir. L'attelage von Papen-Hitler n'a pas été possible. L'attelage Hitler-von Papen le sera, sans doute. Hitler, serait surveillé et refreiné par von Papen qui empêcherait les abus et les bêtises mais von Papen n'est pas décidé à accepter seulement un poste de vice-chancelier.

Il est cependant sensible à cette argumentation : la perspective de revenir au pouvoir et de rendre à Schleicher, qui l'a évincé du gouvernement, la monnaie de sa pièce, n'est pas non plus, de nature à lui déplaire. Il accepte de rencontrer Hitler, le 4 janvier 1933, à Cologne, chez le banquier Kurt von Schroeder.

La conversation prend la tournure souhaitée par ses instigateurs. Mais des journaux ont eu vent de l'entrevue et dénoncent son caractère suspect, ce qui ne peut qu'être favorable à Hitler en montrant qu'il est indispensable. Von Papen s'en explique, en déclarant qu'il n'a fait que continuer à s'enquérir des moyens de sortir de l'impasse dans laquelle la politique allemande est immobilisée. En réalité, il est acquis à la formule qu'on lui a suggérée et il va, désormais, consacrer tous ses efforts à peser sur l'esprit du Maréchal, à faire revenir le vieillard de la méfiance et de l'aversion qu'il nourrit pour Hitler, à le gagner peu à peu à la solution à laquelle il s'est lui-même converti.



**« Le triangle temporaire »  
Hindenburg - von Papen - Hitler  
Caricature de la presse anglaise - 1933**

© W+D

Ses amis agissent parallèlement et étendent leur trame dans leurs cercles respectifs. Hugenberg le Casque d'Acier, se laisse séduire par la combinaison qui leur est exposée et dans laquelle il compte bien trouver une place. Au milieu de ce dédale d'intrigues byzantines, une circonstance va jouer un rôle capital. Le 15 janvier doit avoir lieu dans le minuscule État de Lippe-Detmold le renouvellement de l'assemblée locale. Celle-ci se compose de 21 députés.

On répand l'idée que, dans ce cadre exigu, la consultation électorale, qui, à vrai dire, ne devrait pas signifier grand-chose, aura, pourtant, la valeur d'une sorte d'épreuve suprême, de jugement de Dieu. Si le national-socialisme y est battu, ce sera le signe de son irrémédiable déclin. S'il en sort vainqueur, au contraire, c'est qu'il est marqué pour la conquête du

pouvoir. Le Führer se prodigue. Le petit pays est inondé d'agitateurs, d'orateurs, d'affiches et de tracts. Il subit une pression intense, tandis que l'Allemagne attend l'issue de ce singulier appel du destin.

Le résultat répond aux espoirs d'Hitler : les nazis, qui n'avaient qu'un siège dans l'ancien Landtag, en obtiennent neuf. Démesurément grossi, l'événement est présenté comme le rebondissement irrésistible du parti et, dans l'atmosphère ainsi créée et à laquelle, naturellement, la Présidence n'échappe pas, la perte de Schleicher est résolue.

Circonvenu, sollicité de toute part, le maréchal finit par accepter la palinodie que von Papen lui propose et par admettre qu'il n'y a pas d'autre solution à un imbroglio qui n'a que trop duré, que de faire, une bonne fois et avec les précautions nécessaires, l'essai d'Hitler. Si l'essai réussit, tant mieux ! Si l'essai échoue, on sera délivré de ce personnage incommode. Quant à Schleicher, Hindenburg s'en débarrasse sans plus de façons qu'il n'en a mis à liquider Brüning.

Le 28 janvier, il l'oblige à donner sa démission, en refusant de signer le décret de dissolution que le général sollicite, en prévision de la réunion toute proche du Reichstag.

Hitler, depuis la veille, est déjà à Berlin. Il s'est installé à l'hôtel Kaiserhof, qui est son siège habituel quand il réside dans la capitale, à deux pas de la chancellerie et du palais présidentiel. Une foule considérable stationne sur la place, observe les allées et venues et pousse des cris, quand elle aperçoit le chef nazi.

Après la démission de Schleicher, von Papen est chargé par Hindenburg de préparer avec les partis la composition du futur gouvernement. Mais nul n'ignore désormais qu'Hitler a les plus grandes chances d'être appelé au poste de chancelier.

La fièvre se propage dans la capitale. Chacun est à l'affût des nouvelles. Chacun sent qu'une heure fatidique va sonner pour l'Allemagne. Goering, Hitler, von Papen négocient avec les représentants des fractions parlementaires.

Enfin, dans la matinée du 30 janvier, le maréchal demande Hitler auprès de lui. En même temps, des bruits étranges courent dans Berlin. On raconte que la garnison de Postdam, alertée par Schleicher et les généraux, est en marche sur la ville et qu'il faut aller vite si l'on veut éviter un coup d'État. Rien de vrai, sans doute, dans cette histoire, destinée à brusquer les derniers scrupules d'Hindenburg.



À midi, des éditions spéciales, imprimées à la hâte, font connaître officiellement que Hitler est nommé Chancelier, von Papen s'y étant résigné.

Le Führer regagne son hôtel, en proie à une émotion visible. Désormais, il n'est plus seulement le führer du national-socialisme, il est le führer de l'Allemagne.

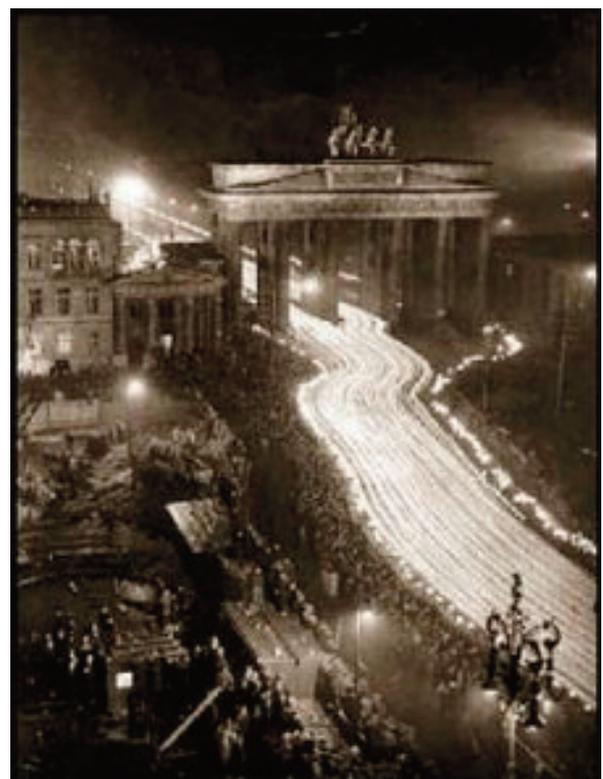
Treize ans d'efforts acharnés, d'idée fixe, de tension, de dépense nerveuse, de résistance aux épreuves les plus diverses, treize ans d'audace, de patience et de ruse reçoivent en cet instant, leur récompense, leur consécration.

Hitler est arrivé à ses fins. Sa plus ancienne prédiction s'accomplit. Le vagabond, le raté de 1914, l'homme de liaison, le « soldat inconnu » de la Grande Guerre, l'orateur à demi dérisoire des brasseries munichoises de l'après-guerre, l'adhérent d'un parti qui ne comptait que 7 membres, est aujourd'hui au pouvoir et, avec lui, le mouvement qu'il a créé et qui regroupe près de 13 millions d'Allemands.

Hindenburg et les têtes légères qui l'ont influencé connaissent-ils bien l'homme aux mains duquel ils ont remis les destinées de l'Allemagne ? Savent-ils quels sentiments, quelles ambitions, quelle moralité couvent sous cette figure aux traits si vulgaires, ces yeux opaques, ce front barré d'une mèche ridicule ?

Ils ne tarderont pas, en tout cas à s'apercevoir qu'il a derrière lui des forces autrement puissantes que celle d'une social-démocratie sans ardeur, d'un Casque D'Acier poussiéreux ou d'une Bannière d'Empire essoufflée.

Dans la soirée du 30 janvier, pour fêter la victoire d'Hitler, les nationaux-socialistes organisent une retraite aux flambeaux.



Défilé aux flambeaux - 30 janvier 1933

En colonnes épaisses, encadrées par des musiques qui jouent des airs militaires et rythment la marche du sourd battement de leurs grosses caisses, ils surgissent des profondeurs du Tiergarten et passent sous le quadrigue triomphal de la porte de Brandebourg.

Les torches qu'ils brandissent forment un fleuve de feu, un fleuve aux ondes pressées, intarissables, un fleuve en crue, qui pénètre d'une poussée souveraine,

au coeur de la cité. Et de ces hommes en chemises brunes, bottés, disciplinés, alignés, dont les voix bien réglées chantent à pleine gorge des airs martiaux, se dégage un enthousiasme extraordinaire.

Les spectateurs qui font la haie se sentent gagnés par une contagion chaleureuse. Ils poussent à leur tour, une longue clameur, sur laquelle se détachent l'inexorable martèlement des bottes et les accents cadencés des chants.

Le fleuve de feu passe devant l'ambassade de France, puis il oblique dans la Wilhelmstrasse et roule sous les fenêtres du palais du Maréchal.

Le vieillard est là, debout, appuyé sur sa canne, saisi par la puissance du phénomène qu'il a lui-même déclenché.

À la fenêtre voisine se tient Hitler, salué par un jaillissement d'acclamations et par une tempête de cris. Et toujours, des allées du Tiergarten, accourent de nouveaux flots.

Le défilé dure jusqu'à minuit, dans un ordre parfait. On a eu, cependant, si peu de temps pour l'organiser, qu'on n'a même pas songé à prévenir les photographes et les cinéastes. Un raté de propagande



**Président Von Hindenburg et chancelier Hitler**

que les nazis ne reproduiront plus par la suite.

Une nouvelle ère s'ouvre pour l'Allemagne et les Allemands, mais ils ne savent pas encore, les malheureux, jusqu'où cela va les mener.

## L'incendie du Reichstag

*Hitler est donc devenu Chancelier du Reich. Immédiatement, il souhaite dissoudre le Reichstag et réussit à obtenir de Hindenburg le décret nécessaire. Les élections sont fixées au mois suivant, mais il faut auparavant écraser l'opposition de gauche.*

*Un prétexte va être trouvé (créé ?) : l'incendie du Reichstag « par les communistes ».*

*L'identité des réels coupables de cet attentat terroriste a fait l'objet de longues polémiques entre historiens mais aussi entre politiciens. Les thèses concernant une culpabilité communiste et un acte solitaire semblent avoir fait long feu ; la thèse d'un attentat soigneusement préparé par les nazis semblant être la plus logique et la plus fournie. Le malheureux Lubbe, bouc émissaire, a probablement été manipulé par la Gestapo.*

Ce lundi-là, 27 février 1933, un peu après neuf heures du soir, un étudiant en théologie rentre chez lui, en

longeant le côté ouest du bâtiment du Reichstag. Dans le silence, le jeune homme n'entend résonner que le bruit de ses pas. Rien d'étonnant qu'il soit tout à coup effrayé par le bruit d'une vitre qui se brise. Il s'arrête un moment.

Mais avant qu'il ait eu le temps de s'en faire la moindre idée, le bruit se répète. Que se passe-t-il ? Là, devant l'une des nombreuses fenêtres du premier étage du Reichstag, une ombre imprécise se déplace, tel un spectre, se détachant sur une faible lueur.

L'étudiant s'est arrêté. Il distingue nettement le haut du corps d'un homme qui vient probablement d'escalader la façade. L'individu brise aussitôt un carreau. Au même moment une petite lumière scintille. L'étudiant se demande ce qui peut bien se passer. Il se met à courir le long de la rampe, pour aller appeler la police. Par hasard, juste au tournant, il tombe sur un brigadier. Il lui fait part aussitôt de ce qu'il vient d'observer : une vitre a été brisée, un homme essaye de grimper, il y aurait même le feu.

L'agent de police (c'est le brigadier-chef Buwert qui fait sa ronde) se précipite vers l'endroit qui lui a été désigné, devant le Reichstag. Effectivement il aperçoit un carreau cassé, et, à l'intérieur du bâtiment, une lueur. Il le dit à son voisin, pensant tout naturellement qu'il s'agit toujours de l'étudiant qui est venu le chercher. Cependant, un peu surpris, il constate tout à coup que c'est quelqu'un d'autre qui a brusquement surgi à son côté.

Il le décrira, par la suite, comme un jeune homme d'environ vingt-deux ans, vêtu d'un manteau noir, et



**Le Reichstag en 1932**

chaussé de hautes bottes noires à tige.

À ces deux hommes vient inopinément s'en ajouter un troisième. C'est l'écrivain Thaler, qui sort de la rue Simon. Se trouvant du côté sud du bâtiment, il a également entendu le bruit de la vitre cassée. Au milieu de la rampe, il a sauté sur la balustrade. De là, il a vu deux personnes pénétrer par la fenêtre brisée. L'une des silhouettes était droite, l'autre courbée. Thaler, persuadé qu'il s'agit d'un attentat, précise qu'il est 21 h 10.

À ce moment, tous trois assistent à un spectacle hallucinant. Une lumière vient de s'allumer au rez-de-chaussée et se déplace de-ci de-là, apparaissant tantôt à une fenêtre, tantôt à une autre. Elle circule si vite et fait tant de chemin que les trois hommes sont obligés de courir sur la rampe pour la suivre. Un instant l'énigmatique intrus s'arrête ; Thaler crie à l'agent de police de tirer. Celui-ci tire effectivement,

mais le spectre disparaît aussitôt.

Dans l'intervalle, deux couples sont arrivés en courant sur le Königsplatz. Ils ont aperçu de loin une lueur au premier étage du bâtiment du Reichstag, puis les premières grandes flammes qui, maintenant, jaillissent de toutes parts. Voyant cela, le brigadier



enjoint d'aller en hâte chercher les pompiers. Il est alors 21 h 14.

Quatre minutes plus tard, le premier groupe de pompiers est déjà sur les lieux. Entre temps, Buwert a envoyé un agent de police prévenir Wendt, le gardien de nuit de la porte V. Celui-ci sonne l'alarme à tous les employés du Reichstag qu'il peut atteindre. Buwert prévient également sa propre brigade de police. Il demande à un soldat qui est venu se joindre au groupe d'y courir. Par extraordinaire, au lieu du soldat, c'est le jeune homme inconnu, au manteau sombre et aux bottes noires qui arrive au poste de police où il est reçu par le Lieutenant Lateit. Celui-ci inscrit textuellement le message, et prend aussitôt les mesures nécessaires. Le jeune homme s'éloigne également, malheureusement pour ne plus jamais réapparaître. Dans tout ce désarroi, personne n'a eu l'idée de lui demander son nom.

À 21 h 17 déjà, le lieutenant Lateit et un car d'agents de police arrivent sur les lieux de l'incendie. Lateit se précipite vers la porte la plus proche. Il trouve les portes II et III fermées, par contre la porte V est ouverte. Accompagné de l'inspecteur Scranowitz et de quelques-uns de ses brigadiers, il pénètre par là, dans le bâtiment déjà rempli d'une odeur de brûlé. Les hommes courent dans la direction où semble se trouver le foyer de l'incendie.

Rien ne brûle au milieu du grand hall, près du monument de l'ancien Kaiser. Par contre, à gauche, par une porte vitrée, les flammes apparaissent. Des deux côtés de la porte battante, qui sépare le hall de l'étroite galerie entourant la salle des séances, l'incendie fait rage. Le feu s'attaque justement à un objet étrange qui gît sur le plancher. Le lieutenant de police le prend tout d'abord pour un coussin. En le regardant de plus près, il constate qu'il s'agit d'un manteau d'hiver enroulé.

Lateit et ses compagnons font hâtivement les quelques pas qui les séparent de la salle des séances. Le lieutenant arrache la porte. Un spectacle saisissant s'offre à lui : à l'autre bout de la salle s'élève une flamme gigantesque, toute droite, ne donnant pas de fumée. Il se rend compte qu'il doit s'agir d'un incendie volontaire. Il sort donc son revolver et donne l'ordre à

ses agents d'en faire de même. Puis il revient au poste en toute hâte pour faire son premier rapport.

En revenant, Lateit rencontre les premiers pompiers. Il leur communique précipitamment ses premières constatations. Il prononce également le mot d'incendie volontaire. Mais déjà son auto démarre.

Cependant, l'inspecteur Scranowitz a allumé les lampes électriques de la salle des séances et de la salle des pas perdus, puis il se rend en hâte vers le restaurant. Mais là, il se trouve devant un véritable brasier. En retournant dans la salle des séances, il doute que l'on puisse sauver quelque chose. Cela brûle vraiment dans tous les coins et recoins. Scranowitz referme la porte et se dirige, accompagné d'autres policiers, vers la salle Bismarck, dans la galerie sud.

Ils y voient les divans et les fauteuils de cuir en feu et ne remarquent rien d'autre. Tout à coup, l'un des brigadiers voit surgir quelqu'un devant lui.

Un homme, hors d'haleine, s'approche, semblant sortir du mur du fond de la salle des séances. Il a l'air sinistre, les allures d'un fou. De plus, il est à demi nu, et son torse ruisselle de sueur, ses lourds cheveux en désordre, sont collés sur son visage incliné.

Comme on l'interpelle, il est saisi de peur. Il semble n'avoir entendu venir personne. Il se rend aussitôt, lève les bras, et d'un air presque indifférent, se laisse fouiller. Il ne retrouve la parole qu'au moment où Scranowitz furieux lui demande pourquoi il a fait cela. À 21 h 30, l'incendiaire est au poste de police et décline son identité. Il s'appelle Marinus van der Lubbe. Il est originaire de Hollande.

Le Ministre de l'Intérieur, Hermann Goering, arrive l'un des premiers sur les lieux. Il habite officiellement Unter den Linden, à quelques pas du Parlement dont il est le président. Le hasard, le pur hasard (?), veut que ce lundi soir, il n'ait pas eu de réunion, bien que la bataille électorale batte son plein.



Il travaille à son bureau au moment où lui parvient la dramatique nouvelle. Il saute dans son auto et gagne le bâtiment incendié où le chef du corps des pompiers lui fait un bref rapport. Goering pose deux ou trois questions concernant principalement la vaste bibliothèque et les précieux Gobelins. Il ne veut d'ailleurs pas se mêler à la lutte contre le feu.

Peu après, le chancelier arrive lui aussi sur les lieux. Adolf Hitler dînait chez Joseph Goebbels, lorsqu'on vint l'informer du sinistre. Le Führer regarde longuement le bâtiment en flammes. Ce maître de l'autosuggestion est visiblement empoigné par le spectacle. Son agitation croît de minute en minute et, fiévreusement,

il délègue à Goering tous les pouvoirs de police. On décrète cette nuit-là, les fameuses lois d'urgence du 28 février 1933. Ce sont de véritables décrets de salut public « pour la défense du peuple et de l'État » contre les « menées communistes », des lois d'exception visant d'abord les communistes, mais dont la portée va bientôt s'étendre considérablement.



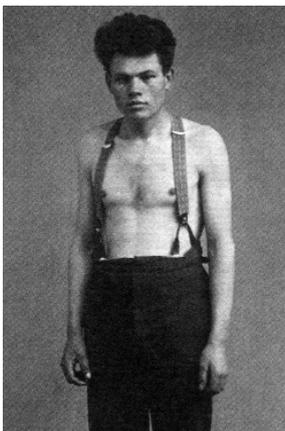
Les sociaux-démocrates s'en aperçoivent le jour même. Goering, fort de ses nouveaux pouvoirs, interdit sur le champ tous leurs journaux. Qu'ils se consolent, car ils ne seront pas longtemps les seuls. Tous les autres partis vont être touchés sans tarder par cette décision arbitraire.

Qui aurait cru, en lisant ces quelques ordonnances au lendemain de cette nuit historique, qu'elles allaient suffire à légaliser la révolution ? Il en fut cependant ainsi.

Juifs et chrétiens, « Casque d'Acier » et francs-maçons, gens du centre et nationaux allemands, membres des chorales et des coopératives, chacun apprendra à connaître ce nouveau droit policier qui, aux flammes de Königsplatz, a emprunté l'apparence de la légalité et va livrer à la terreur un peuple de soixante millions d'âmes.

Toutefois, pour faire disparaître complètement les soupçons, il faut fournir aux sceptiques la preuve que le complot communiste a réellement existé. C'est l'affaire de la police. Le soir même elle commence à s'en occuper fiévreusement.

Elle s'attache avant tout à recueillir les déclarations du Hollandais arrêté. L'interrogatoire de Lubbe n'apporte cependant pas grand-chose. On l'a immédiatement conduit à la préfecture de police, à l'Alexanderplatz, où il passe toute la nuit. Il est là, le buste nu enveloppé dans une couverture, et se laisse interroger patiemment, pendant des heures.



**Marinus van der Lubbe**

Malheureusement, c'est moins un interrogatoire judiciaire qu'une sorte de réunion populaire. Autour du criminel, il y a de trente à quarante fonctionnaires de police auxquels s'ajoutent des dizaines de curieux. Tout cela n'est guère favorable à la poursuite de l'enquête.

Lubbe est déclaré communiste, ce qui est faux car il avait quitté le parti

communiste hollandais en 1929, sur une base « de gauche » le trouvant trop mou. Les nazis le font passer pour communiste en oubliant ce détail... et en prétendant avec la plus grande invraisemblance avoir trouvé sur lui sa carte du Parti !

Mais il tait obstinément les noms de ceux qui lui ont confié sa mission et ne donne aucune indication sur ceux ou celui qui ont pu l'aider à exécuter son acte criminel. Il prétend avoir mis seul le feu à tout le bâtiment.

Comme c'est manifestement invraisemblable, la police politique arrête, au cours de cette même nuit, sur l'ordre de Goering, tous les députés et tous les hauts fonctionnaires du parti Communiste allemand, dont elle possède une liste très à jour.

En plus de ces mesures de précaution, une commission spéciale de la police criminelle est chargée de suivre toutes les pistes pouvant donner une indication sur les complices de Lubbe. Chose curieuse, les policiers découvrent rapidement, à deux reprises, le nom du président du groupe des députés communistes, Torgler.

Un employé du Reichstag préposé au vestiaire des députés, se présente dès les premières heures de la nuit. À l'en croire, Torgler se trouvait encore dans le bâtiment du Reichstag, alors complètement désert, à 20 heures, moment de la fin de service.

Comme il ne restait plus que son manteau au vestiaire, cet employé avait fait demander, un peu avant de partir, dans les deux pièces affectées aux députés communistes, où il fallait le lui envoyer. Personne n'avait répondu à son appel.

Mais presque au même moment, donc d'une autre pièce, on lui avait téléphoné pour le prier de faire monter le vêtement. Il n'avait tout d'abord attaché aucune importance à ce fait qui lui était revenu lorsqu'il avait appris la nouvelle de l'incendie.

Quelques heures après se présentent trois nouveaux témoins dont les qualités et les déclarations sont très importantes. Ce sont les deux députés nationaux-socialistes Karwahne et Frey et le fonctionnaire autrichien Kroyer. Tous trois se trouvaient au Reichstag dans l'après-midi. Les deux députés faisaient visiter le bâtiment à leur hôte autrichien. Au cours de cette visite, ils s'étaient rendus au deuxième étage, dans une grande pièce tranquille où beaucoup de députés avaient l'habitude de recevoir leurs visiteurs.

Or, les trois nationaux-socialistes rencontrèrent par deux fois le député Torgler en cet endroit : il n'avait pas son air habituel et paraissait pâle et ému ! Il se serait même trouvé en compagnie de quelques hommes louches.

Bien entendu, la police s'empare de ces dépositions. Cependant, on néglige de faire dans le procès-verbal la description des compagnons de Torgler. Par contre, on procède immédiatement à une confrontation. Karwahne examine le Hollandais, et déclare que Lubbe est bien l'un de ceux-là. Les autres se montrent beaucoup plus circonspects. Mais cela ne pèse guère devant l'affirmation de Karwahne.

Le lendemain matin, Torgler est emprisonné. On ne parvient d'ailleurs pas, en vérité, à l'arrêter à son domicile : le brave homme vient se présenter de lui-même.

Après l'emprisonnement de Torgler, l'instruction n'avance plus pendant assez longtemps. On convoque un grand nombre de témoins et les documents d'enquête ne tardent pas à s'amonceler. Cependant, on ne parvient pas à jeter une pleine clarté sur les faits.

Au contraire, l'obscurité augmente encore, car il s'avère indiscutable que l'Administration du Reichstag n'a pas commis la moindre négligence, mais a pris au contraire des dispositions contre tous les incidents possibles. Aucune infraction, même la plus légère ne peut être relevée.

L'affaire n'en paraît que plus énigmatique. Il est évident que plusieurs incendiaires ont été en même temps à l'oeuvre.

Il arrive bien souvent qu'au premier stade d'une instruction, on se trouve devant des énigmes. Il n'y a rien d'autre à faire qu'à poursuivre infatigablement l'enquête. Au reste, cela n'est pas très difficile quand il s'agit d'un crime capital, car les témoignages affluent.

Cette fois encore, la police se trouve devant un fourmillement de déclarations dont beaucoup paraissent utilisables au premier abord. Mais l'enquête ne prend un tour véritablement dramatique que lorsque trois communistes bulgares tombent entre les pattes de la police.

Un garçon du restaurant Bayernhof, de la Postdamerstrasse, a lu sur les murs de Berlin des affiches promettant une récompense de 20 000 marks à qui fera arrêter les complices de Lubbe. Ce garçon travaille dans un établissement fréquenté par un nombre particulièrement important de nationaux-socialistes. Il y a remarqué, dès 1932, un groupe d'étrangers qui lui paraissent être des bolchevistes.

Quand paraissent les premières photographies de Lubbe, le soir du 3 mars, notre garçon repense à ses clients. Il croit, en effet, reconnaître Lubbe. Par précaution, il soumet l'image à plusieurs de ses collègues. Ceux-ci lui répondent évasivement et déclarent ne pouvoir prendre la responsabilité d'en témoigner devant la justice. Mais lui soutient que Lubbe a mangé à sa table, et il prétend même lui avoir servi le repas de midi le jour où s'est produit l'incendie. Le 7 mars, après mûre réflexion, il va faire cette déclaration à la Police.

L'employé qui le reçoit lui donne l'ordre de l'avertir immédiatement si ces clients suspects se présentent à nouveau au restaurant. Deux jours plus tard, il rappelle déjà la Police. Trois étrangers, dont deux sont bien connus du garçon, se trouvent à sa table. Tout se déroule ensuite méthodiquement. Les trois étrangers se sentent bientôt désagréablement observés de la table voisine.

Au moment où ils vont partir, un de ces dîneurs vient s'asseoir auprès d'eux et, après leur avoir sorti la petite plaque bien connue, les prie de montrer leurs papiers. Deux d'entre eux ne semblent pas s'émouvoir beaucoup : négligemment ils tendent leurs passeports. Ceux-ci sont parfaitement en règle et établis aux noms du Docteur Hediger et de Panef.

Le troisième convive préfère se soustraire à cette enquête par les voies les plus rapides, mais le naïf se méprend sur l'habileté de la police prussienne. Il se heurte à son destin dans le tambour de sortie. La

porte tourne bien plusieurs fois sur elle-même, vers la liberté, mais c'est en vain. Des policiers sont aux aguets devant et derrière.

On appelle bien vite un taxi et on se rend à la préfecture de Police. En chemin, un des étrangers fouille dans sa poche. Il fait disparaître subrepticement quelque chose sous le coussin du siège. Mais son geste a été observé, bien que le policier vigilant n'en laisse rien paraître.

Une fois les prévenus descendus du taxi, on met la main dessus : c'est un bout de papier tout chiffonné, l'original d'un appel adressé par le Comité exclusif de L'Internationale communiste, portant la date, toute fraîche, du 3 mars. Cette carte de visite fournit une indication précieuse sur les attaches des prévenus qui doivent sans doute disposer à Moscou de relations importantes.

On ne tarde pas à constater que les passeports sont faux. Lorsqu'on annonce la chose aux deux personnages, ils n'essayent même pas de nier. Sans difficulté, ils avouent être des Bulgares émigrés. Le troisième décline également sa véritable identité vouée à la célébrité mondiale. Ces hommes s'appellent Blagoj Popoff, Wassil Taneff et ... Georgi Dimitroff.



**Les accusés de l'incendie du Reichstag**  
 En haut : van der Lubbe  
 Au centre : Popoff et Taneff  
 En bas à gauche : Dimitroff  
 En bas à droite : Torgler

Du coup, l'instruction rebondit. Les policiers se croient enfin sur la bonne piste. Les trois Bulgares s'avèrent être d'intéressants personnages : preuves en sont les condamnations qu'ils ont déjà encourues. La police parvient, après de patientes recherches, à ruiner tous

les faux-semblants, sous lesquels ils ont cherché à camoufler leur passé ou leur séjour à Berlin.

Aussi, peu importe qu'ils se défendent d'avoir eu des relations avec le parti communiste allemand et prétendent n'avoir agi que pour le Komintern Bulgare. Leurs mensonges éhontés laissent au contraire supposer qu'ils ont collaboré très activement avec lui, et que, par conséquent, ils ne sont pas étrangers à l'incendie du Reichstag.

Ce soupçon se trouve confirmé lorsqu'on trouve dans la poche de Dimitroff un plan de Berlin où justement l'ancien palais impérial et le Reichstag sont soulignés en rouge. D'ailleurs, la nouvelle de l'arrestation des Bulgares est à peine connue qu'une foule de témoins se présentent, affirmant les avoir vus simultanément en compagnie de Torgler et de Lubbe. Un point demeure cependant obscur et il s'agit d'un point capital : aucun de ces témoins ne peut donner d'indication sur leur participation même à l'incendie. La police n'aurait-elle entre les mains aucune pièce maîtresse qui lui permette de dénouer toutes les énigmes ? N'a-t-on pas Lubbe ?

Non seulement il a été pris sur le fait, mais il n'essaye même pas de mentir. Il parle quelquefois avec une loquacité extrême.

Et cependant, il ne laisse aucun curieux franchir le seuil de la vérité. Mais voyons un peu qui est cet Hollandais.

Nous l'avons laissé en train de faire sa première déclaration. Il en ressort que c'est un communiste militant, pour ne pas dire anarchiste. Il prétend avoir conçu et exécuté le crime à lui tout seul. On ne peut rien en tirer d'autre pour le moment.

Marinus van der Lubbe vient d'une famille indigente. Né en janvier 1909, il est encore tout jeune quand ses parents se séparent. La mère garde les enfants, mais meurt relativement jeune.

Parmi ces enfants, Marinus se montre le plus difficile. Dans son enfance, on observe chez lui de l'exaltation religieuse. Bientôt s'y ajoute une tendance certaine à la bizarrerie.

Dès seize ans, il s'inscrit au parti communiste.

Chacun le dépeint comme un ergoteur entêté, ce qui lui cause quelques ennuis dans son parti. Certains de ses amis le tiennent pour un véritable communiste, d'autres l'accusent d'avoir des idées plutôt anarchico-syndicalistes.

Pendant des années, il vagabonde à travers l'Europe. La fatalité le ramène souvent vers l'Allemagne. Dès le milieu de février 1933, il est dans les environs de Berlin, et le 18 de ce mois, si lourd d'événements, il couche à l'asile de Glindow, près de la ville de Postdam.

De Glindow, il va à Berlin. Sur l'emploi de quatre de ses journées nous ne savons rien d'autre sinon qu'il a dormi une fois à l'asile de l'Alexandrinestrasse et les autres nuits, au refuge des sans-abri de la Froebelstrasse. C'est seulement le mercredi 22 février, que nous le rencontrons en un endroit un peu plus précis, à Neukölln dans un bureau de bienfaisance.

Dans ces quartiers socialistes, il y a des troubles presque quotidiennement.

Lubbe s'agite au milieu de tout ce tumulte. On le voit, ici et là, se mêlant aux discussions des désœuvrés. Ses discours assez embrouillés ne signifient pas grand-chose : « *Il faut faire quelque chose, quelque chose d'analogue à la révolution russe* ».

Voici le samedi. Lubbe commence à bouger. Il entre dans le premier magasin convenable, une crèmerie, et y achète... des allumettes. Puis il visite successivement deux autres boutiques. Il y demande de ces allumeurs qu'emploient les ménagères berlinoises pour faire prendre le feu, un produit composé de sciure de bois et de naphthaline brute, « *des choses pour faire du feu* », comme il dit par un euphémisme suspect.

Dans l'après-midi, nous le retrouvons à Neukölln. Comme il fait déjà nuit, il se rend au bureau de bienfaisance dont il a déjà été question, simple baraque en bois, et y jette des allumettes enflammées par une fenêtre ouverte. Elles ne causent aucun dégât. Lubbe n'attend pas le résultat de son acte. Il s'éloigne au plus vite. Il court jusqu'au métro et se rend à l'Alexanderplatz. Son but est l'Hôtel de Ville, ensuite il se rend à l'ancien palais impérial. En traversant la Koenigstrasse, ses yeux rencontrent un soupirail à moitié ouvert. À tout hasard, il y jette quelques-unes de ses allumettes enflammées. Elles mettent le feu effectivement, mais il se dégage une telle odeur, que les habitants de la maison sont alertés. L'incendie sera arrêté à temps.

Lubbe est enfin arrivé devant l'ancien palais impérial. La pendule marque huit heures. Entretemps, la nuit est devenue épaisse. Devant l'un des portails se dresse un grand échafaudage. Il y grimpe et arrive sur le toit. Depuis le côté ouest, il gagne le côté sud, cherchant ce qu'il pourrait bien faire. Il ne trouve rien. Finalement, il se contente d'un portique auquel il essaye de mettre le feu. Comme il n'y réussit pas, il prend ce qu'il lui reste d'allumettes et les laisse tomber enflammées par une prise d'air qui est ouverte. Il reste couché à l'embrasure d'une fenêtre et constate qu'un petit incendie est allumé.

Les pompiers s'en aperçoivent aussitôt et l'éteignent immédiatement. Naturellement, Lubbe s'est éclipsé dans l'obscurité.

Et voici l'aube du Lundi historique.

Un peu avant huit heures, Lubbe quitte l'asile. Il se dirige tout droit sur Berlin. Arrivé à la capitale, il achète à nouveau des allumettes dans la Müllerstrasse. Vers deux heures, il rôde dans les environs du Reichstag ; en tout cas, un petit fonctionnaire affirme l'avoir rencontré au coin nord-est du bâtiment. Mais par la suite il erre encore dans les quartiers orientaux de la ville, dans les parages du Fiedrichshain. Un peu avant 21 heures, il est de retour près du Reichstag.

Nous savons ce qu'il advient ensuite. Lubbe escalade la face ouest du bâtiment désert. Au premier étage, il brise un carreau, allume une de ses allumettes et saute dans une salle. De là, il court à travers les couloirs, l'enfilade des pièces et les vestibules. Il se sert de sa chemise comme une torche et de quelques serviettes qu'il a trouvées dans un tiroir ouvert. Il les brandit vigoureusement et met le feu à tout ce qui lui paraît inflammable.

En passant au rez-de-chaussée, il prend peur parce qu'il se trouve nez à nez avec des chevaliers en

armure. Peu après, il s'arrête net, parce qu'il entend une détonation. C'est le coup de feu du brigadier Buwert. Mais autrement, il ne se laisse déranger par rien. Sans répit, il court de-ci de-là, jusqu'au moment où les policiers le capturent dans la galerie sud.

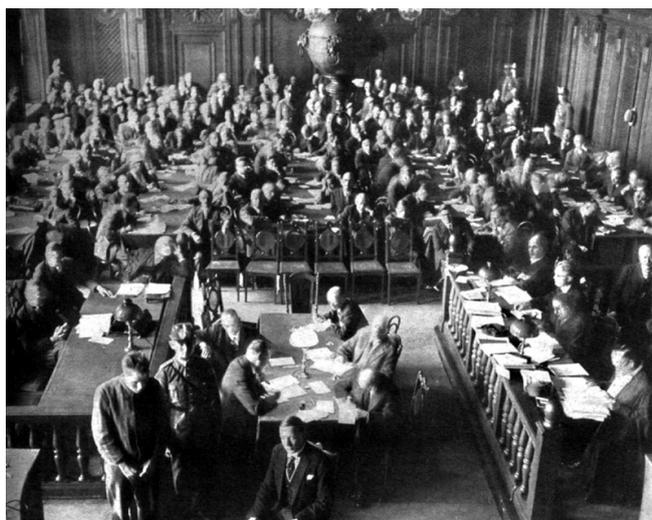
Pendant les quinze minutes qui se sont écoulées entre le moment où on l'a vu monter et celui où on l'a arrêté, Lubbe a-t-il vraiment pu mettre le feu au Reichstag ?

Nous voulons bien le croire. Il y a indiscutablement beaucoup de vrai dans cette relation des faits. On a trouvé, par la suite suffisamment d'indices de sa folle course.

Les allumettes et les pièces de vêtements qu'il a jetées partout. Et cependant, on ne peut manquer de se dire que quelque chose ne vas pas dans cette explication personnelle.

Les experts sourient quand Lubbe essaye de leur démontrer qu'il a pu mettre le feu au Reichstag avec quelques allumettes. Il a fallu l'action de plusieurs hommes qui ont dû utiliser un liquide facilement inflammable.

Mais pourquoi ne trouve-t-on pas les incendiaires ? Nous l'avons vu, la police a fait un grand nombre de découvertes précieuses. Elle peut donc quand elle le veut. Préfère-t-elle ne pas aboutir ? C'est possible. Mais la poursuite de l'instruction est confiée très vite à un juge d'instruction régulier.



**Le procès des « incendiaires »**

Presque sept mois après l'incendie du Reichstag, le 21 septembre, les hauts magistrats, dans leurs robes écarlates, pénètrent dans la grande salle d'audience de la Cour suprême de Leipzig.

Elle est trop petite pour contenir tous ceux qui sont arrivés même des pays les plus lointains. Les spectateurs s'entassent dans les galeries et dans les locaux des journalistes.

Pendant fort longtemps, ce procès « à sensation » n'apportera pourtant aucun fait sensationnel. Les auditeurs ont les nerfs tendus et les journalistes accourus de toutes les régions du monde, attendent, interminablement, le dénouement. Mais il n'y a aucun incident grave, et le secret ne s'éclaircit pas.

Lentement, comme un flot compact, les témoins et les experts défilent.

Et le principal accusé ? Il se tait. On ne peut lui tirer

le moindre mot. Il est comme mort. Ce mutisme ne fait pas seulement l'effet d'une protestation. De jour en jour, il constitue une nouvelle et inquiétante énigme.

Cet accusé se laisse facilement amener et emmener. Il se lève quand le président l'interpelle, et profère, à l'occasion, un oui ou un non. Mais c'est tout. On peut lui adresser la parole, il ne répond pas. On peut le pousser, il ne bouge pas. Rien ne le touche, il ne réagit plus à rien.

L'interminable audition des témoins n'apporte aucun éclaircissement, et l'affaire s'embrouille de jour en jour. Si l'on écarte les menteurs professionnels, je veux dire les chefs de groupe des S.A., et le nouveau préfet de police, on peut vraiment dire qu'aucun témoin ne paraît avoir été soudoyé. Aussi, leurs déclarations sont-elles extrêmement décousues et contradictoires.



**« ...Rien ne le touche, il ne réagit plus à rien... »**

Pour comble, et c'est la seule chose sensationnelle qui se produit au cours de cette interminable session de 54 jours, Lubbe lui-même finit par en avoir assez. Un beau jour, il se met à parler distinctement. Les juges dressent les oreilles, les journalistes préparent leurs crayons. Mais c'est pour entendre cette pauvre créature, à bout de nerfs, réclamer son prompt jugement.

Le président de la Cour, Bünger, est un vieillard très digne qui, dans le privé, doit être incontestablement le modèle des grands-papas. Il n'est pas fait pour diriger un procès à sensation : il recherche bien la justice, mais il veut surtout la paix.

Et, avec l'habileté acquise au cours d'une longue vie de juriste, il montre comment on peut éteindre cette flambée de curiosité sous la poussière des dossiers.

Presque toujours, lorsque les arrière-plans politiques de ce procès sont sur le point d'être exposés, où lorsque quelque question indiscreète ramène l'attention sur l'ombre des complices de Lubbe et surtout lorsque Dimitroff profère une de ses insolences calculées, on entend résonner cette voix désarmante, monotone, chevrotante : « *Nous allons suspendre un moment l'audience.* »

Peut-on donc en vouloir à l'accusé Dimitroff s'il éprouve un peu de plaisir à mettre un peu de vie dans ce désert propagandiste ?

Il n'a pas besoin de se forcer beaucoup pour cela. Son rôle vient presque tout naturellement. Car ses

coaccusés sont tous défaillants : Torgler est effondré, Taneff et Popoff ne parlent pas un mot d'allemand, et Lubbe se tait obstinément. Parmi de pareils bonnets de nuit, la fantaisie de Dimitroff est la bienvenue.

Dimitroff réussit à devenir le principal personnage du procès. Il peut s'offrir ce luxe avec d'autant plus de satisfaction que sa propre cause est sûre. La seule charge qu'on ait contre lui, c'est ce plan de Berlin où le Reichstag et l'ancien palais impérial sont marqués en rouge, curieuse histoire qui paraît aussi mystérieuse après qu'avant, et le fait qu'il a loué plusieurs domiciles simultanément. Mais il est prouvé que dans la journée capitale de l'incendie du Reichstag, il était à Munich.

Dimitroff peut donc conserver son franc-parler et il ne s'en prive pas. Dès ses premières déclarations, on voit l'idée qu'il se fait du procès.

« *Je suis un ami de L'union Soviétique et je suis fier d'appartenir au parti de Staline* », déclare-t-il.

« *Mais où vous croyez-vous donc ici ?* » lui demande le président de la Cour.

« *Je suis ici pour défendre le communisme et moi-même* » riposte-t-il du banc des accusés.

À partir de cette première réplique, l'envoyé du Komintern ne se laissera plus enlever la direction de la manoeuvre de propagande.

Goering paraît. Le tribunal se transforme en théâtre. Bien plus, en une réunion populaire de la pire espèce. Pour faire son entrée, le ministre de l'Intérieur s'est fait couper un costume spécial. C'est un costume de chasse brun clair en toile, avec culottes et hautes bottes brunes, dont l'aspect constitue à lui seul une provocation pour la Haute Cour de Justice allemande. Et voilà qu'il se déchaîne ! Il rugit ! D'une main, il fait des gestes furieux, de l'autre, il tient une pochette très parfumée avec laquelle il essuie la sueur qui perle sur son front.

Il commence par persifler :

- « *On affirme hautement dans le Livre Brun que mon ami Goebbels m'aurait suggéré le projet de mettre le feu au Reichstag, et que je l'aurais mis joyeusement à exécution. On y affirme encore que j'ai assisté à cet incendie, enveloppé, je crois, dans une toge de soie bleue. On a seulement oublié d'ajouter que, comme Néron lors de l'incendie de Rome, je jouais du luth !* » Puis il tonne :

- « *Le Livre Brun est une oeuvre d'excitation à la haine que je fais détruire partout où je le trouve. Nous n'avons nullement à nous occuper de cette enquête imbécile, car nous porterions ainsi atteinte au principe de notre propre droit.* »

Le ministre de l'Intérieur annonce qu'il a fait réapprendre aux policiers à tirer :

- « *J'en prends la responsabilité. Quand quelqu'un tombera, c'est moi qui l'aurai abattu.* »

Il perd finalement tout contrôle de lui-même, surtout en face de l'insolent Dimitroff.

Quelle pitoyable figure fait, à côté de ce dernier, l'accusé Torgler ! Rappelons qu'il ne s'agit pas d'un communiste quelconque. Après Thaelmann, c'est le chef le plus connu du parti communiste allemand qui l'a porté à la présidence de son groupe au Reichstag. En cette qualité, il a prononcé les discours les plus sanguinaires.

Et le voilà, pâle et nerveux, assis au banc des accusés. Va-t-il saisir cette occasion pour proclamer ses

convictions politiques ? Va-t-il au moins dire de quel côté, à son avis, il faut chercher les incendiaires ? ... Rien de tout cela. C'est un petit bourgeois qui tremble pour sa vie.

Pourtant Trogler est acquitté, et, d'ailleurs, en toute justice. Car l'accusation formulée par l'éminent juriste étant que le député communiste doit avoir participé au crime « *sous une forme quelconque* » sans que l'on ne puisse rien prouver de précis contre lui, empêche de le condamner à mort.

C'est ainsi que Marinus van der Lubbe entend prononcer sa condamnation à mort, le 23 décembre, lorsque se déroule le dernier acte de cet énorme procès.



« *...C'est ainsi que Marinus van der Lubbe entend prononcer sa condamnation à mort...* »

Les juges déclarent que le Hollandais a avoué et est convaincu d'avoir été l'un des incendiaires. En attendant, ils sont incapables de dire quoi que ce soit sur ses complices. Ils reconnaissent ouvertement que l'énigme posée par cette nuit d'incendie demeure.

Lubbe écoute, avec son apathie coutumière, la lecture du jugement et de l'exposé des motifs. Aucun mouvement chez lui ne trahit son émotion. On dirait qu'il est déjà sur l'autre rive, enveloppe sans âme entendant prononcer des formules vides, qui ne font que confirmer un changement d'existence survenu depuis longtemps.

Lubbe n'a plus que quelques jours à vivre. La fête de Noël est passée qu'on l'envoie à l'échafaud.

Parlera-t-il au moins, en sa dernière nuit ? Les magistrats en envisagent la possibilité. Ils l'évoquent au ministère de la Justice, et reçoivent pour instruction d'exécuter le jugement dans toute sa rigueur même dans ce cas. Mais leurs soucis sont vains. Lubbe n'ouvre pas la bouche au cours de sa dernière parade. Croit-il encore que le jugement ne sera pas exécuté ? Estime-t-il jusqu'au dernier moment que la partie n'est pas encore perdue ? Ou bien, accepte-t-il, au moment où le bourreau le prend en charge, son inévitable destin ?

Il a emporté les réponses à ces questions dans sa tombe.



## L'Anschluss

Après sa nomination comme chancelier de la République de Weimar, Hitler poursuit son rêve d'hégémonie. Avec l'Anschluss, on peut dire que commence véritablement le bouleversement du Monde.

Le 1<sup>er</sup> août 1936, cinq mois à peine après le coup de tonnerre de l'entrée des troupes allemandes en Rhénanie, a lieu, à Berlin, l'inauguration des Jeux Olympiques. C'est pour Hitler, une manière de consécration, d'apothéose : le monde entier est représenté auprès de lui ; des rois, des princes, des hôtes illustres l'entourent. Il leur offre une hospitalité fastueuse, des fêtes magnifiques.



« ...a lieu, à Berlin, l'inauguration des Jeux Olympiques... »

On a l'impression qu'une détente salutaire est intervenue, qu'après l'orage règne enfin le beau temps, qu'en dépit des incidents que soulève et soulèvera, à tout instant, avec une fréquence sans cesse accrue, la guerre civile espagnole, la paix est définitivement sauvegardée. Des visites de courtoisie s'échangent de pays à pays.

Pendant l'été 1937, l'Exposition des Arts et Technologies attire à Paris nombre de touristes allemands. Des officiers de la Reichswehr participent au concours hippique du Grand Palais. La société « France-Allemagne », présidée par Fernand de Brinon, reçoit de nombreuses adhésions, et parmi ses membres se recrutent discrètement les éléments d'une cinquième colonne. Le P.P.F., le parti de Doriot, s'inspire des principes nationaux-socialistes. Lord Halifax assiste, en novembre, à l'Exposition internationale de la Chasse, à Berlin, et il rend à cette occasion une visite personnelle à Hitler, à Berchtesgaden.

Hitler déclare d'ailleurs, dans un discours au Reichstag, le 31 janvier 1937 :

- « L'ère des surprises est désormais close. La paix est notre bien suprême. »

Mais tout cela n'est qu'apparence. À qui regarde les choses de près, mille symptômes inquiétants se révèlent. Le réarmement de l'Allemagne se poursuit à un rythme précipité. Les usines tournent à plein. Les réservistes affluent sous les drapeaux pour des périodes d'exercice. L'Allemagne équipe ses premières divisions de cuirassés.

Au mois d'août 1936, la durée du service militaire est

prolongée ; en 1937, deux corps d'armée supplémentaires sont créés ; un nouveau plan de quatre ans, qui est un plan de préparation à la guerre, est lancé ; la guerre d'Espagne est utilisée pour expérimenter le matériel de la Reichswehr : les tanks et les avions. La presse nazie entretient en permanence une campagne haineuse, d'un ton très violent, contre la Russie des Soviets, la Tchécoslovaquie et, un peu plus tard, contre le gouvernement autrichien.

En même temps, les thèmes de la propagande se sont modifiés. Ils ne sont plus dirigés contre « la honte de Versailles » et le scandale du « Diktat ». Ils dépeignent maintenant l'Allemagne comme un pays sans espace, un pays privé de « l'espace vital », nécessaire à sa subsistance. Ils excitent les peuples pauvres ; les peuples prolétaires, contre les nations riches, les peuples nantis, qui possèdent toutes les matières premières.

De plus, les documents saisis en Allemagne, après sa défaite, prouvent clairement qu'en 1937, Hitler s'est déjà ouvert à ses principaux collaborateurs des plans qu'il a résolu d'exécuter. La levée de l'hypothèque qui pesait sur la Sarre, sur l'armement du Reich, sur les provinces rhénanes, n'est à ses yeux qu'une phase préliminaire.

Si en 1937, il marque un temps d'arrêt, c'est pour acquérir la supériorité militaire indispensable. C'est aussi pour s'assurer le bon vouloir de l'Italie : la guerre d'Espagne, après la guerre d'Éthiopie, a rapproché toujours plus étroitement les deux dictateurs.



Mussolini : « Quand j'ai un ami, je marche avec lui jusqu'au bout ! »

Mussolini, pourtant, éprouve encore de l'hésitation. Son ancienne prévention contre Hitler et ses sbires tudesques ne s'efface que lentement. Du côté de la France et de l'Angleterre, où on le bat froid, il ne trouve que passivité et pusillanimité. Cependant, dans son propre pays, les jeunes éléments fascistes, sa fille Edda, son gendre Ciano, le poussent à lier partie avec le troisième Reich.

En septembre 1937, il se décide à franchir le pas. Il fait un voyage officiel en Allemagne. Il y est reçu avec un éclat, avec des honneurs extraordinaires qui flattent son orgueil. On lui montre les plus récents engins de la Reichswehr, la manoeuvre des divisions cuirassées. Il en revient séduit, conquis, convaincu :

- « Quand j'ai un ami, je marche avec lui jusqu'au bout ! » s'écrie-t-il dans un discours public avant de quitter Berlin.

De ce jour, existe l'axe Rome-Berlin qui coupe l'Europe en deux. Le 6 novembre 1937, Mussolini adhère au pacte anti-Komintern. Il entre dans le jeu d'Hitler : grâce à lui, le Führer va pouvoir passer à la réalisation de son grand dessein, à l'exécution du programme d'où doit sortir le « *Grand Reich* ».

Ce programme comporte l'annexion de l'Autriche, le démembrement et l'annihilation de la Tchécoslovaquie, le retour au Reich de Dantzig et la suppression du corridor Polonais.

Ces trois chapitres ne sont pas disposés dans un ordre arbitraire. L'annexion de l'Autriche facilitera l'écrasement de la Tchécoslovaquie ; et la possession du quadrilatère de Bohême facilitera l'opération contre la Pologne. La réussite de chacune de ses entreprises contribuera au succès de la suivante.



**Werner von Fritsch  
(1880 - 1939)**

Mais, auparavant, Hitler réfléchit à procéder à des modifications profondes de l'appareil du gouvernement et du haut commandement. Les circonstances, encore une fois, favorisent ses calculs. Un conflit aigu, soigneusement dissimulé au public, éclate entre lui et le commandement de l'armée, à la fin de janvier 1938, à propos du mariage, ou plutôt, du re-mariage du maréchal von Blomberg, ministre de

la guerre, l'un des hommes qui ont le plus efficacement contribué à asseoir solidement la dictature hitlérienne.

Le commandement de l'armée, représenté par le Général von Fritsch, général en chef, et le général Beck, chef d'état-major, signifient que le mariage du maréchal von Blomberg est incompatible avec le maintien de celui-ci au ministère de la guerre.

Hitler, furieux d'une telle démarche passe outre. Il sert, lui-même, de témoin à Blomberg. Le mariage est célébré. Mais la police de Himmler confirme le bien fondé des objections des généraux. La femme de Blomberg a un passé très lourd : elle est connue de la Police et figure sur ses registres.

C'est, pour Hitler, une terrible humiliation, mais c'est, en même temps, l'occasion d'un remaniement auquel il pense depuis longtemps. Il exige la démission de Blomberg, celle aussi de von Fritsch, qu'une étonnante machination de la Gestapo a réussi, au moyen d'une similitude de nom, à faire accuser d'homosexualité.

Von Fritsch est le type même de l'officier prussien : il est monarchiste, n'a qu'une médiocre estime du nazisme et de son Führer, est indocile et se permet de vives critiques. Hitler s'en débarrasse et, du même coup, expurge le haut commandement de ceux de ses éléments qui lui sont désignés comme hostiles au régime.

Au général von Fritsch, succède le général von Brauchitsch, jugé plus déferent et plus souple. Quant

à Blomberg, il n'a pas de successeur : Hitler institue, le 4 février 1938, un « *Commandement supérieur des forces armées* », un « *Oberkommando der Wehrmacht* » (O.K.W.) qui est dirigé par un officier à sa dévotion, le général Keitel.



**Werner von Blomberg  
(1878 - 1946)**

Ce commandement supérieur des forces armées est, en réalité, son cabinet militaire. Car désormais, c'est lui qui exerce, non plus en principe, mais en fait, le commandement suprême de la Wehrmacht. Ainsi, la Reichswehr est sous son contrôle et entre ses mains. Le Parti a imposé sa loi à l'Armée.

Parallèlement à l'instrument militaire, le Führer réforme l'outil diplomatique : il enlève à Neurath son portefeuille de ministre des Affaires étrangères et le donne à Ribbentrop. Depuis quelques années déjà, Ribbentrop est son confident en matière de politique extérieure.

Hitler le considère comme un homme très remarquable. En réalité, c'est surtout un courtisan qui flatte son maître et a pris pour règle de toujours abonder dans son sens, plein de vanité, d'arrogance, d'ignorance et de sottise. Mais de lui, aucune incartade, aucune opposition n'est à redouter : il est jeune, il a de l'audace, il ira de l'avant, là justement où Hitler veut aller, et il saura nettoyer, lui aussi, les services de la Wilhelmstrasse des éléments dont le zèle est douteux.

S'étant ainsi entouré d'hommes sûrs, ayant, soit directement, soit par leur intermédiaire, ramassé toutes les rênes entre ses mains, Hitler se lance dans l'aventure.

L'annexion de l'Autriche, l'Anschluss, est la conclusion d'un drame qui a commencé dès l'arrivée des nazis au pouvoir.

De très bonne heure, le national-socialisme a eu une section autrichienne. Hitler était sujet autrichien. C'est en Autriche qu'il a puisé son pangermanisme et son antisémitisme. C'est un képi autrichien que portent ses soldats des sections d'assaut.

La branche autrichienne de son mouvement a vite recruté de nombreux adeptes : elle est très active et très remuante. Aussi croit-il que, lorsqu'elle verrait que le national-socialisme triomphait en Allemagne, l'Autriche se mettrait aussitôt à l'unisson et se doterait d'un gouvernement synchronisé avec le sien ; la fusion serait réalisée par la suite.

La résistance à ses prétentions du gouvernement autrichien et du chancelier Dolfuss, catholique, patriote et honnête homme, l'exaspèrent. Il y voit un acte de trahison à la cause allemande.

Dès lors, les nazis n'ont de cesse d'exciter leurs camarades autrichiens, reconnaissables à leurs bas blancs et à leur edelweiss, à la révolte, de conspirer

avec eux et de leur fournir toutes les ressources nécessaires à une campagne permanente de propagande, de coups de main, de sévices contre les individus et de dérision des autorités, extraordinairement tenace, inventive et acharnée.

Munich est érigé en centre directeur de cette agitation : c'est de là que partent et là qu'aboutissent les fils de tous les complots, ourdis par un certain Habicht, sujet allemand, qui réussit à s'assurer l'immunité diplomatique en se faisant rattacher à la Légation d'Allemagne à Vienne. Il y a immixtion quotidienne de l'Allemagne dans les affaires intérieures de l'Autriche.

Les grandes puissances s'en émeuvent et rappellent au Reich que l'article 80 du traité de Versailles l'oblige à respecter l'indépendance autrichienne et qu'elles ne laisseront pas porter atteinte à cette indépendance. Mais leurs démarches manquent de cohésion, de conviction et de fermeté.

Le 25 juillet 1934, une bande de nazis autrichiens, déguisés en soldats des gardes civiques, et manifestement de connivence avec l'Allemagne, tente de faire un coup d'État en pénétrant dans la Chancellerie. Le putsch avorte, mais le chancelier Dolfuss est frappé à mort par l'un des émeutiers.



**Engelbert Dolfuss**  
(1892 - 1934)

Cet assassinat odieux indigné Mussolini qui n'a, à cette époque, que méfiance pour Hitler et son troisième Reich et ne se soucie pas de les voir s'installer à Vienne. Le Duce dépêche aussitôt au Brenner plusieurs divisions. Mais ni la France, ni l'Angleterre, persuadées que l'anschluss est, à la longue, inévitable et qu'il vaut mieux ne pas aller contre la pente naturelle des choses, n'apparaissent dispo-

sées, comme Hitler le redoutait, à appuyer pratiquement la démonstration italienne.

À cette alerte, succède une période d'accalmie relative. Von Papen est envoyé comme ambassadeur à Vienne. Le 11 juillet 1936, l'Allemagne signe même avec l'Autriche un accord qui normalise les rapports austro-allemands et comporte, de la part du Reich, une promesse de s'abstenir de toute immixtion dans les affaires de l'État voisin.

On est en droit de penser qu'Hitler, assagi, et désireux de ménager l'Italie, a abandonné son entreprise. Il n'en est malheureusement rien.

À mesure que la situation européenne évolue, amenant un rapprochement progressif du Reich hitlérien et de l'Italie fasciste et la reconstitution de l'armée allemande, l'agitation des nazis autrichiens, stimulée par l'Allemagne, se réveille : elle prend des formes de plus en plus insolentes et violentes.

Le gouvernement du chancelier Schuschnigg, successeur de Dolfuss, la combat de son mieux et avec courage. Mais il est peu à peu submergé, et sa

résistance, les interdictions, les condamnations dont il frappe ses adversaires portent au comble l'exaspération d'Hitler, tout en l'incitant à brusquer les choses et à réaliser par la force l'Anschluss, premier chapitre du programme que lui dicte son obsession de puissance.

Au début de l'année 1938, la chance sourit de nouveau à Hitler : la question autrichienne évolue plus rapidement qu'il ne l'avait prévu. Von Papen, qu'il vient de rappeler de Vienne, lui annonce qu'il a préparé une rencontre entre lui et le chancelier fédéral von Schuschnigg et reçoit l'ordre de retourner dans la capitale danubienne. Le diplomate obéit, s'étant donné comme but personnel d'établir un accord durable entre le Reich et une Autriche catholique et indépendante.

Le 12 février 1938, Schuschnigg vient faire secrètement une première visite au Berghof.

Mais le ton de l'entretien n'est pas celui que von Papen a imaginé.

Hitler désire régler ses comptes. Il s'est entouré de figurants aux uniformes martiaux : Keitel, Reicheneau et le général d'aviation Sperrle.

Schuschnigg est un homme d'excellente éducation et de bonne culture, un véritable gentilhomme autrichien : fils d'un général anobli, il tient à sa particule. Hitler, profitant de ce que les titres de noblesse sont légalement abolis en Autriche, se borne à lui donner sèchement du « *Herr Schuschnigg* ». Le chancelier fédéral autrichien est un fumeur passionné, il lui interdit catégoriquement d'allumer une cigarette en sa présence.



**Kurt von Schuschnigg**  
(1897 - 1977)

Manifestement, Schuschnigg n'est pas pour lui un hôte, mais un accusé ! Il lui parle de la façon la plus brutale, cherchant à l'intimider. Toute l'histoire de l'Autriche, déclare-t-il, n'est qu'une longue « *trahison contre la race* », il faut que ce contre-sens historique prenne fin et il va effectivement finir. La providence lui a confié une mission, à lui, Hitler. Il a déjà accompli de plus grandes choses que

n'importe quel autre Allemand, et peut, plus que Schuschnigg, se réclamer du nom d'Autrichien. Il souligne l'isolement politique de l'Autriche. Il affirme qu'il est d'accord avec l'Italie, que l'Angleterre ne lèvera pas le petit doigt, et que la France est incapable de venir à son aide. Il désire cependant laisser une dernière chance à son interlocuteur.

Après le déjeuner, au cours duquel Hitler change complètement d'attitude, le chantage politique reprend de plus belle. Schuschnigg se voit finalement imposer un accord prévoyant une amnistie pour tous les nationaux-socialistes, une liberté politique totale pour le N.S.D.A.P., la nomination de l'avocat Seyss-Inquart, pangermaniste inféodé au parti, comme

ministre de la Sûreté dans le cabinet autrichien, l'admission de cent officiers allemands dans l'armée fédérale au titre d'instructeurs.

Cet accord, il faut le signer sur-le-champ. Tout ce que Schuschnigg peut obtenir c'est un délai de trois jours pour le faire ratifier par le président fédéral. Telle est la première victoire d'Hitler dans sa nouvelle politique d'intimidation.

Il s'apaise quand son interlocuteur se déclare prêt à accepter ses conditions. Tout s'arrange. Schuschnigg respire aussi plus librement, car il a craint d'être arrêté. Il se hasarde à demander à Hitler son opinion sur la situation politique mondiale. Hitler reprend le thème de l'intimidation. Il désire très vivement épargner un nouveau conflit au monde, mais on ne le suit pas. Si l'on refuse de le croire, il ne voit guère comment échapper à la guerre.

Il fait un exposé dithyrambique de ses armements ; il annonce que tous les généraux ayant atteint la soixantaine seront remplacés avant l'automne, que l'Allemagne se trouve déjà en tête dans le domaine des armes blindées, de l'aviation et de l'artillerie motorisée, et il déclare qu'il serait impardonnable de ne pas utiliser de pareils moyens ! Le programme naval se développe aussi favorablement : d'ailleurs Schuschnigg et le régent de Hongrie, von Horthy, seront invités, au printemps, à assister au lancement d'un cuirassé qui portera le nom glorieux de l'amiral autrichien Tegetthoff. Il s'agit en réalité d'un croiseur lourd, que Horthy baptise Prinz-Eugen. Schuschnigg refuse l'invitation à dîner qui lui est faite. Il se demande par la suite s'il a eu affaire à un « Vandale » mégalomane, ou à un psychopathe de l'obsession.

Hitler ordonne de tenir l'Autriche en haleine en exécutant un semblant de manoeuvres militaires dans la région frontalière et en lançant une série de fausses nouvelles au sujet de prétendus mouvements de troupes allemandes.



**Arthur Seyss-Inquart**  
(1892 - 1946)

L'accord de Berchtesgaden entre en vigueur le 15 février 1938.

L'introduction de Seyss-Inquart dans le gouvernement de Schuschnigg paralyse tout le régime. Les hommes politiques pangermanistes, cléricaux et conservateurs, tels Seyss-Inquart et le colonel en retraite Glaise von Horstenau, avec von Papen lui-même, préparent l'arrivée de Hitler à Vienne, exactement comme les

conservateurs trop confiants ou trop sûrs d'eux-mêmes lui ont ouvert le chemin de Berlin en 1933.

Au cours d'un entretien avec Glaise von Horstenau, le dictateur nazi déclare qu'on lui interdit de se rendre sur la tombe de ses parents et qu'une telle situation ne peut se prolonger. Il faut unifier l'Europe avant que la Russie n'achève ses préparatifs pour se lancer à l'assaut du monde occidental. Pourquoi agit-il de cette

manière ? Parce que tout le monde est aveugle, parce que personne ne veut voir le danger. S'il échoue, l'Europe est perdue. Ribbentrop, alors ambassadeur à Londres, lui envoie le 2 janvier 1938 un rapport sur la politique britannique dans lequel il expose que l'Angleterre se trouve très en retard dans le domaine des armements et qu'elle cherche à gagner du temps. Il faut poursuivre extérieurement les tentatives de conciliation, mais préparer secrètement une coalition antibritannique groupant l'Allemagne, l'Italie et le Japon, jusqu'au moment où il conviendra de se décider s'il faut déclencher la guerre ou si une entente demeure possible. L'Angleterre n'interviendra certainement pas pour l'instant dans un conflit localisé en Europe Centrale, mais elle pourrait le faire, en commun avec la France, si des complications se présentaient en Europe Orientale.



**Joachim von Ribbentrop**  
(1893 - 1946)

Ribbentrop n'a pas fait des débuts très heureux comme ambassadeur, aussi traite-t-il l'Angleterre avec mépris et considère-t-il les Britanniques comme un peuple amolli. Ses exposés n'en impressionnent pas moins très fortement Hitler qui le tient pour un parfait connaisseur de la Grande-Bretagne et croit pouvoir lui faire confiance. Lui aussi doit donc tenir compte du temps et agir rapidement.

Le 20 février, il prononce au Reichstag le discours qu'il aurait dû faire le 30 janvier. Il y souligne l'union désormais indissoluble du Parti, de la Wehrmacht et de l'État, se dresse énergiquement contre les bruits tendancieux répandus par la presse étrangère, et déclare que l'Allemagne n'est plus disposée à voir opprimer dix millions de frères de race à ses frontières.

Ce chiffre est éloquent ! L'Autriche ne comptant que 6,5 millions d'habitants, les 3,5 millions autres sont donc les Allemands de Bohême et de Moravie. Schuschnigg parle à son tour peu après. Il salue l'accord avec le Reich, mais laisse entendre qu'il ne cédera plus rien.

Au début du mois de mars, Hitler fait comprendre à l'ambassadeur britannique à Berlin que l'Allemagne ne tolérera plus en Europe Centrale des ingérences de puissances tierces. Le régime autrichien n'est pas soutenu par plus de 15 % de la population. Si l'Angleterre s'oppose à une solution équitable, ce sera la guerre. Le Reich se considère comme extrêmement menacé par les traités d'alliance conclus entre l'Union Soviétique, la France, et la Tchécoslovaquie. Ces déclarations entrent dans le cadre d'une campagne d'intimidation qu'on peut aussi bien appeler campagne de chantage.

Pour Hitler, les problèmes de minorités raciales se confondent avec les questions stratégiques : l'Autriche et la Tchécoslovaquie se trouvent enfoncées comme des échardes dans les flancs du Reich. Tous les plans

d'opérations français conçus après la Première Guerre mondiale comportent une action rapide le long de la vallée du Main pour réaliser la liaison avec les Tchèques. Les régions industrielles du centre de l'Allemagne sont rapidement accessibles à partir des aérodromes de Bohême.

On reconnaît encore ici la manière caractéristique d'Hitler : poursuivre une politique dont le but final (union de l'Allemagne et de l'Autriche, destruction de la Tchécoslovaquie) est parfaitement fixé, mais sans savoir de façon précise comment l'atteindre, pas même dans le cas de l'Autriche.

Il hésite en particulier sur les modalités de l'Anschluss : s'effectuera-t-il sous la forme d'une union personnelle dans laquelle il deviendrait le chef de l'État autrichien ? L'Autriche s'incorporera-t-elle au Reich par la voie fédérative, ou le N.S.D.A.P. autrichien établira-t-il sa prépondérance, voie préconisée par Seyss-Inquart et la majorité des nazis autrichiens ? Il ne soupçonne pas que le temps travaille pour lui si rapidement : la politique yougoslave s'infléchit dans le sillage de l'Allemagne. Schuschnigg, légitimiste habsbourgeois, ne peut pas non plus espérer trouver à Prague un écho compréhensif. L'attitude de Mussolini s'est faite plus froide.

Schuschnigg se trouve au pied du mur : il se résout au combat.

Le 9 mars, il annonce brusquement que le peuple autrichien se prononcera lui-même librement, quatre jours plus tard, le 13, sur son désir de voir subsister une Autriche allemande, chrétienne, indépendante. Il prévoit un résultat qui ne sera pas favorable aux nationaux-socialistes. Parallèlement, Schuschnigg essaye également de renouer des liens rompus depuis 1934, afin de mobiliser la classe ouvrière.

C'est un acte de désespoir. Mussolini le fait prévenir que cette bombe risque d'exploser entre ses mains. Hitler amorce sa réaction dès la nuit du 9 au 10 mars. Il réclame les plans d'opérations qui sont, depuis 1937, au nombre de trois : les plans « Rouge » et « Vert » pour le cas d'une guerre sur deux fronts, avec centre de gravité soit à l'ouest, soit au sud-est, et le plan « Otto » prévoyant quant à lui les mesures militaires à prendre dans l'éventualité d'une restauration des Habsbourg.

Mais il ne soupçonne pas que l'état-major général n'a pas étudié le plan « Otto », conformément aux instructions de Beck qui jugeait cette éventualité tout à fait improbable. Hitler ordonne alors de mobiliser la 8<sup>ème</sup> armée comprenant les deux corps Bavarois du général von Beck, et de mettre en alerte des unités d'aviation et de Police. Beck doit recourir à une improvisation très rapide.

Le 10 mars, Hitler présente un ultimatum au gouvernement fédéral autrichien, réclamant l'ajournement du plébiscite à un mois et la possibilité de faire voter les nationaux-socialistes. Le prince Philippe de Hesse, beau-fils du roi d'Italie, part en avion, avec un message pour Mussolini.

Le 11 mars, Hitler, prenant sa première décision en qualité de Chef suprême des Forces Armées, lance l'ordre d'attaquer l'Autriche. Il prévoit l'occupation rapide de la haute et basse Autriche, du Tyrol et de Vienne, ainsi que l'établissement d'un rideau à la frontière tchécoslovaque. Le haut-commandement de l'armée en est stupéfait et déconcerté. Le général

Beck et von Brauchitsch, nouveau commandant en chef, alors en voyage d'inspection dans la Thuringe, craignent des interventions italiennes et tchécoslovaques. Mais Hitler ne leur demande pas leur avis, il ordonne, agissant avec une précipitation fiévreuse.

L'ingénieur Wilhelm Keppler est envoyé à Vienne comme émissaire spécial. Il est chargé de préparer, avec Seyss-Inquart et d'autres hommes politiques pangermanistes (Glaise von Horstenau et le Dr. Hueber, beau-frère de Goering) une solution pacifique prévoyant la démission de Schuschnigg et la formation d'un gouvernement Seyss-Inquart. L'ultimatum d'Hitler expire le 11 mars à midi. Les troupes doivent être prêtes à marcher le 12.

Hitler se rend lui-même en Bavière, abandonnant la direction des développements politiques à Goering, resté à Berlin et qui peut se croire devenu le véritable chancelier. Hitler, manifestement, se sent trop ému, trop passionnément agité, pour se préoccuper de la grande politique. Von Ribbentrop, récemment nommé ministre des Affaires étrangères, n'est pas non plus à son poste. Hitler a décidé de le laisser encore à Londres. Neurath, quoique renvoyé, doit continuer à remplir ses fonctions : il obéit comme tous les autres. L'opinion publique autrichienne est devenue fiévreuse. À Linz et à Graz, citadelles du national-socialisme, il y a des collisions sanglantes. À Vienne, les partisans d'Hitler et ceux de Schuschnigg manifestent en masse sur le Ring.

Goering accable dès lors d'un flot de coups de téléphone tous ses agents de Vienne et les membres du gouvernement, pour obtenir la formation d'un ministère Seyss-Inquart, agitant la menace d'une invasion allemande.

Dans l'après-midi du 11 mars, Schuschnigg, abandonné par toutes les puissances amies, démissionne. Le président fédéral refuse cependant de lui donner Seyss-Inquart pour remplaçant. Keppler a déjà préparé un télégramme par lequel le nouveau gouvernement autrichien, sollicite l'envoi de troupes allemandes par crainte de troubles intérieurs.

Après d'interminables oscillations et des mises en demeure de plus en plus énergiques de la part de Goering, un gouvernement Seyss-Inquart est enfin constitué.

Keppler et Seyss-Inquart lui-même jugent alors superflue l'entrée des troupes allemandes. Mais dans l'intervalle, Hitler a lancé son instruction N°2, ordonnant le franchissement de la frontière sous prétexte que le gouvernement Schuschnigg n'a pas satisfait aux conditions de l'ultimatum et s'est simplement soustrait à ses obligations et responsabilités. Le fameux télégramme est envoyé malgré le désir contraire de Keppler et du nouveau chancelier fédéral. Les troupes allemandes entrent en Autriche le 12 mars, frénétiquement acclamées par la population.

La Tchécoslovaquie, préoccupée de son propre sort, ne bouge pas. Goering à Berlin, fait tous ses efforts pour tranquilliser son ambassadeur. Le président autrichien, toujours légalement en fonction, fait prêter serment au nouveau gouvernement Seyss-Inquart qui proclame aussitôt la réunion de l'Autriche à l'Allemagne.

Hitler, en ces heures capitales, s'abandonne

entièrement à ses émotions personnelles. Le jour qu'il désirait depuis longtemps s'est enfin levé. L'Autriche rentre au bercail allemand, et grâce à lui !

Le 12 mars, à 15 h 30, il franchit la frontière à Braunau, suivi d'un cortège important, comprenant ses aides de camp du Parti, des S.A., des S.S., de la Wehrmacht, le chef de l'Information nationale et le général Keitel. S'y trouve aussi le Gauleiter Bürckel, spécialiste de la « mise au pas » qui avait déjà effectué l'incorporation de la Sarre au Reich, ce qui n'est pas d'excellente augure pour les nationaux-socialistes autrichiens de la première heure, ni pour les pangermanistes du genre Steyss-Inquart et Glaise von Horstenau.

Après la courte halte devant la maison natale d'Hitler, la colonne de voitures acclamée par des milliers de personnes, se met en route pour Linz, où les unités blindées du général Guderian, nommé depuis la crise de février commandant de l'unique corps blindé, le XVI<sup>ème</sup>, font la haie avec les troupes autrichiennes. Plus de 60 000 personnes remplissent les rues lorsqu'Hitler entre vers 19 heures dans la ville où il a passé le plus grande partie de son enfance. Il y est attendu par Himmler, arrivé en avion dans la nuit du 11 au 12, par Seyss-Inquart, nouveau chancelier fédéral, et par Eigruber, chef du parti en haute Autriche.



« ...la colonne de voitures acclamée par des milliers de personnes.... »

Hitler va tout d'abord rendre visite aux blessés des récentes rencontres de rues, puis parle à la foule, du balcon du Rathaus, invoquant les desseins de la Providence qui l'ont jadis fait quitter cette ville pour devenir un jour le chef du Reich. Le général Guderian, qui se trouve à côté de lui, voit des larmes couler de ses yeux.

Hitler descend à l'hôtel Weinzinger. Il y arrête son itinéraire : il passera par Lambach pour gagner Salzbourg, puis traversera la Carinthie et la Styrie et aboutira, peut-être, preuve que l'ancienne haine ne l'a pas désarmé, à Vienne. Le Prince Philippe de Hesse téléphone de Rome dans la soirée. Mussolini accepte le message d'Hitler : il est d'accord pour la réunion de l'Autriche au Reich. Hitler, manifestement très ému, se livre devant l'appareil à des manifestations de reconnaissance tumultueuses et certainement alors très sincères : jamais il n'oubliera ce geste de Mussolini, quoi qu'il arrive ! Il est prêt à prendre envers lui tous les engagements pour le meilleur et pour le pire. Cette réflexion est bien caractéristique

des sentiments qui l'animent car il ne se trouve plus dans une situation militaire effroyable au cas où il « serait entraîné dans un conflit » ...

L'itinéraire projeté est bouleversé dans la nuit même à la suite de nouvelles parvenues de Vienne où, selon tous les initiés, doit se présenter la situation la plus difficile. Dans la matinée du 13 mars, Hitler se rend sur la tombe de ses parents, puis part directement pour la capitale.

Il y arrive vers 19 heures et suit le Ring sous les acclamations frénétiques de plusieurs dizaines de milliers de personnes, pour se rendre à l'hôtel Impérial où il descend. Des douzaines de haut-parleurs hurlent les slogans « *Nous remercions notre Führer ! Un seul peuple, un seul pays, un seul Führer.* » Un raz de marée d'enthousiasme emporte toutes les oppositions. Le désir de millions d'Autrichiens allemands se trouve comblé, grâce à Hitler qui déclare qu'il peut considérer comme accomplie « *la plus grande mission de sa vie.* » L'Église catholique elle-même, représentée par le cardinal Innitzer, archevêque de Vienne, essaye de faire la paix avec lui, ce qui n'empêche pas des anti-croyants fanatiques de saccager l'archevêché avant la fin de l'année.

En arrivant à Vienne, Hitler retrouve aussi des vestiges de son passé. Sa soeur Paula vient le voir à l'hôtel. Il en est embarrassé. Puis d'anciens compagnons de misère accourent vers lui, tels Josef Greiner, l'infatigable inventeur et forgeron de projets. Un excité, qui veut faire apposer des plaques de marbre, avec des inscriptions dorées, sur toutes les maisons viennoises où Hitler a habité (il y en a plus de quarante !), est accueilli par un seul mot « *Imbécile !* ».

Hitler interdit catégoriquement qu'on se livre à des recherches sur l'époque où il a vécu à Vienne. Les organismes du Parti entreprennent aussitôt de rassembler tous les documents concernant sa jeunesse pour empêcher qu'ils soient publiés.

Un grand programme de constructions et de vastes mesures sociales est annoncé, mais l'ère des vengeances s'ouvre également. Des dizaines de milliers de commissaires nationaux-socialistes envahissent la vie économique et entreprennent d'arianiser les nombreuses maisons de commerce juives. Les membres de la « Légion Autrichienne », redoutés par Seyss-Inquart lui-même, rentrent au pays.

Hitler ordonne l'arrestation de von Schuschnigg. Le jour même de son entrée à Vienne, de nombreuses personnes, appartenant à l'ancienne classe dirigeante, se suicident ou s'enfuient à l'étranger. Beaucoup d'autres sont envoyées dans les camps de concentration allemands, en particulier le Grand-Duc Max et le Prince Ernst von Hohenberg, fils morganatiques de François-Ferdinand. Les rangs de la vieille garde nationale-socialiste se vident, parce que, si elle est en faveur d'une union du parti avec le N.S.D.A.P. et du pays avec le Reich, par contre, elle ne veut pas d'une abolition inconditionnelle de la souveraineté de l'Autriche.

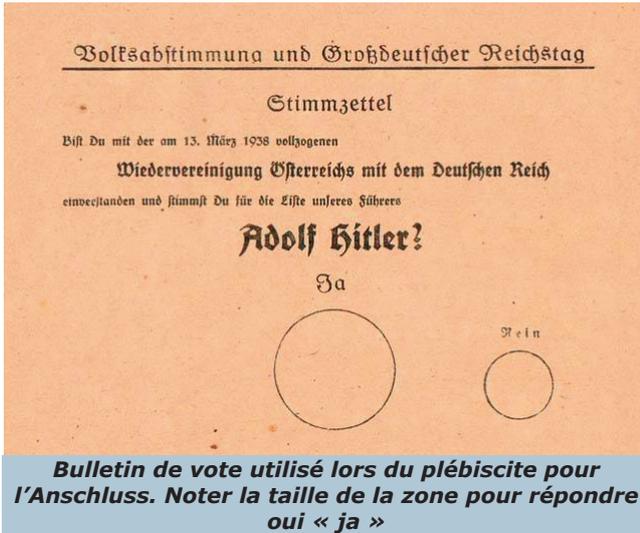
Hitler introduit partout son système des doublures. Seyss-Inquart, alors accueilli dans le Parti, est nommé Reichsstatthalter, mais a désormais à ses côtés, avec des attributions très peu précises, Keppler devenu chargé d'Affaires en Autriche et Bürckel, commissaire

du Reich pour l'unification des deux pays.

Jusqu'au dernier moment, Hitler hésite sur les conditions techniques de la réalisation de l'Anschluss. La solution qu'il adopte en premier lieu est fort embarrassante. Il s'en tire en déclarant cyniquement qu'il n'y a pas moyen d'opérer autrement, qu'il faut réaliser « *un amalgame du charme autrichien et de la méticulosité prussienne.* »

Le 13 mars, une loi prononce la réunion de l'Autriche au Reich.

Le 10 avril, un plébiscite a lieu, non seulement en Autriche, mais aussi dans toute l'Allemagne : 4 200 000 Autrichiens approuvent l'événement, 10 000 seulement se déclarent contre.



La réunion de l'Autriche au Reich répond incontestablement à un désir déjà ancien et sincère de la grande majorité de ses habitants allemands. Les puissances occidentales ont empêché la République de satisfaire ce désir. Hitler ne rencontre pourtant de leur part aucune résistance sérieuse. La principale préoccupation du premier ministre Neville Chamberlain et du ministre Britannique des Affaires étrangères est d'établir des rapports acceptables avec les deux États totalitaires : l'Allemagne et l'Italie.

L'événement qui vient de s'accomplir caractérise bien la manière de faire d'Hitler. Une action inévitable un jour ou l'autre a été préparée par des dispositions tactiquement habiles, mais dénuées de tout scrupule, puis exécutée au moment le plus favorable d'une manière unilatérale, dans le mépris absolu des règles normales et sur un rythme précipité, avec menace de recourir à la force.

Provisoirement, le succès lui donne encore raison. Mais l'ambassadeur Français *François-Poncet* ne se trompe pas en le qualifiant de « *Pirate dédaignant toutes les conventions de la guerre navale.* »

## La conférence de Munich

*Après l'Anschluss, il aurait été étonnant qu'Hitler soit rassasié. Sa folie de conquête ne fait que commencer. C'est à la lumière d'un témoignage personnel, précis et exclusif d'André François-Poncet, ambassadeur de France en Allemagne en 1938, et qui assiste en personne à la conférence de Munich, que nous allons poursuivre cette folle épopée hitlérienne qui a conduit au Deuxième Conflit mondial du XX<sup>ème</sup> Siècle.*

La conférence de Munich du 29 septembre 1938,

dernière étape diplomatique avant le déclenchement de la guerre, est un sujet toujours brûlant, dont on oublie trop souvent les circonstances qui l'ont précédé et accompagné.

Quand on a, une fois, cédé sur le principe, une faiblesse en entraîne une autre, et on ne sait plus où ni comment s'arrêter. L'accord de Munich est la suite logique de la politique pratiquée par l'Angleterre et la France, mais principalement inspirée par l'Angleterre, depuis les premières infractions d'Hitler aux traités, depuis ses premières menaces contre la paix. On ne peut le séparer de ces épisodes, dont il n'est qu'un prolongement. On ne peut l'isoler, en particulier, de l'annexion de l'Autriche que nous venons de voir, qui lui est antérieure d'à peine six mois.

L'annexion de l'Autriche permet en effet de saisir la méthode qu'emploie Hitler, lorsqu'enhardi par ses premiers succès, il se propose de passer à la réalisation du programme d'où doit sortir le « Grand Reich ».

Cette méthode comporte l'excitation préméditée et progressive des éléments perturbateurs du pays qu'il s'agit d'absorber ou d'abattre, au moyen d'agents de l'extérieur, ou de l'intérieur. Les incidents provoqués par ceux-ci sont soigneusement organisés et orchestrés à des intervalles de plus en plus rapprochés par la presse de Goebbels, qui se charge de tenir l'opinion en haleine et de préparer une atmosphère de crise. Hitler intervient alors et déclare qu'il ne saurait se désintéresser du sort d'une population qu'il considère comme un rameau de la famille allemande, comme la chair de sa chair. Sous la pression de Berlin, qui proteste de son désir de conciliation, et des puissances attachées au maintien de la paix, des négociations s'ouvrent. Elles dureront plus ou moins longtemps. Les exigences de l'Allemagne croissent, jusqu'à ce que le fruit convoité soit jugé mûr. À ce moment, sous un prétexte quelconque, Hitler se démasque et ses armées entrent en scène.

Tel est le schéma selon lequel s'est accomplie l'occupation de l'Autriche.

En mars 1938, le III<sup>ème</sup> Reich a absorbé l'Autriche, comme le serpent engloutit sa proie. Seulement, du même coup, les défenses militaires de la Tchécoslovaquie ont perdu une partie de leur efficacité : l'occupation de l'Autriche permet de les contourner.

Sur le moment, on n'y prend pas garde. On sait, pourtant, que le nazisme est animé, à l'égard de la Tchécoslovaquie, d'une profonde hostilité. Périodiquement, la presse de Goebbels se livre contre elle à des campagnes significatives. Elle développe deux thèmes en parallèles.

L'un consiste à dénoncer la collusion des Tchèques avec la Russie des Soviets, à prétendre que le gouvernement de Prague a couvert le pays d'aérodromes et fait de la Bohême une vaste plateforme, d'où s'envolent les avions, destinés à bombarder l'Allemagne. On a beau démontré la fausseté de ces allégations, les journaux du Reich ne s'arrêtent à aucun démenti et persistent à écrire que la Tchécoslovaquie est une menace permanente pour la sécurité de l'Allemagne. Dialogue du Loup et de l'Agneau.

L'autre thème consiste à accuser Prague de maltraiter systématiquement les Allemands des Sudètes, la

presse se faisant l'écho des plaintes de ceux-ci. Elle relate longuement et avec indignation, les injustices, les vexations dont seraient victimes ces frères de race. Elle réclame qu'un terme soit imposé à des abus intolérables, par ailleurs totalement ignorés avant l'accession d'Hitler au pouvoir et la reconstitution de la Reichswehr. Couronnant le tout, les feuilles rappellent avec une persévérance suspecte les atrocités commises, jadis, par les Hussites, ancêtres directs des Tchèques.



**André François-Poncet et Erich Milch**

Tout ceci trahit les plus mauvaises intentions dont les dirigeants du national-socialisme ne se cachent pas : un soir où il dîne à l'ambassade de France et où le champagne le dispose aux confidences, Goering aborde carrément le sujet :

- « Voyez, avait-il dit, la forme qu'a sur la carte la Tchécoslovaquie ! N'est-ce pas un défi du bon sens ? C'est l'appendice vermiculaire de l'Europe ! Il faudra l'opérer ! »

Et il ajoute :

- « Comment se comportera la France en pareil cas ? »

André François-Poncet, l'ambassadeur de France en Allemagne, répond qu'il ne doit pas s'y tromper, que la France respectera ses engagements et prêterait assistance aux Tchèques.

- « Alors, tant pis ! » conclut Goering d'un air farouche. Hitler n'ose tout de même pas « opérer » la Tchécoslovaquie et annexer les territoires des Sudètes en même temps que ceux de l'Autriche.

Mais une fois l'occupation de l'Autriche achevée sans coup férir, il se reproche d'avoir manqué d'audace : il a l'impression qu'il ne lui en aurait pas coûté davantage, pendant qu'il y était, de s'emparer du pays des Sudètes.

Il n'a plus qu'une idée : rattraper son erreur, sa sottise et, puisqu'il n'a pas eu l'énergie de réaliser en un seul temps l'opération complète, l'effectuer en deux en passant à la seconde phase sans trop attendre.

L'Europe à peine soulagée, retombe ainsi dans l'obsession de la guerre imminente.

Tout est prêt d'ailleurs, pour l'accomplissement de la volonté du Führer. La machine est en place. Il suffit d'en faire tourner les rouages et de recourir à la technique qui vient d'être employée avec tant de succès. Conrad Henlein dirigera la manœuvre, comme Habicht et Seyss-Inquart l'ont dirigée en Autriche.

Dès le 24 avril, un congrès unifié, à Carlsbad, les groupements politiques entre lesquels se répartissent jusqu'ici les Allemands des Sudètes. Par une anticipation effrontée, Krebs, sujet Tchèque, réfugié en Allemagne, est désigné pour être leur « Gauleiter ». Il incombe au député Kundt, avocat de profession, de rédiger les revendications et de conduire la procédure des négociations qui vont s'engager.

Car le gouvernement de Prague n'échappe pas à la nécessité de négocier : la France et l'Angleterre l'y invitant, il y consent et se montre favorable à d'importantes réformes.

Mais bientôt il apparaît que les conversations n'ont pas grande chance d'aboutir. Le but recule, à mesure qu'on s'en approche. Le Président Hodza propose jusqu'à trois plans, qui sont successivement rejetés. Dans l'intervalle de ces palabres, qui provoquent tour à tour, l'espoir et l'appréhension et énervent les opinions publiques, les rixes de toute sorte et les incidents sanglants se multiplient. Berlin affiche dans ses paroles un désir de conciliation qui ne se retrouve pas dans les faits.

À la fin du mois de mai, des mouvements de troupes inusités de la Reichswehr ont lieu à la frontière Tchécoslovaque. Le bruit se répand qu'une invasion est imminente. L'Angleterre et la France demandent des explications.

Berlin y répond par un démenti furieux et s'indigne que certains journaux de Londres et de Paris aient osé prétendre que la démarche en question avait intimidé Hitler.

L'attitude anglaise et française n'est, cependant, en aucune façon comminatoire. Neuville Chamberlain, le 2 juillet, affirme que l'Angleterre se battra si ses propres libertés sont en danger et si la guerre est le seul moyen de les défendre. Mais il ajoute qu'il fera, pour sa part, tous les efforts afin d'éviter la répétition de la guerre de 1914 et qu'il poursuivra sa politique d'apaisement.

De son côté, Édouard Daladier déclare, le 12 juillet, que la France ne reniera pas les obligations qui l'attachent à la Tchécoslovaquie. Mais il exprime le vœu que les choses n'aillent pas jusqu'au point où elle devrait y faire honneur et souhaite que le chancelier du Reich reste fidèle aux aspirations pacifiques dont il s'est toujours réclamé publiquement.

La situation n'en est pas moins critique et il semble qu'elle soit, désormais, à la merci du moindre choc : un renseignement d'excellente source, émanant de l'entourage même du Führer, avertit qu'Hitler est décidé à en finir et que, s'il n'a pas satisfaction d'ici-là, il envahira la Tchécoslovaquie dans les derniers

jours de septembre... on précise même la date, le 27 ou le 28.

Neville Chamberlain, dont la préoccupation majeure est d'être le pacificateur de l'Europe, prend, à ce moment-là, une première résolution de grande portée et qui pèsera lourd sur l'évolution ultérieure des événements : il envoie, le 2 août, Lord Runciman à Prague et le charge d'une enquête sur place.



**Lord Walter Runciman**  
(1870 - 1949)

Durant six semaines, Lord Runciman s'entretient avec les deux parties, avec les représentants de Henlein et les membres du gouvernement Tchéque. Il voyage à travers le pays, il interroge les populations. Finalement, il se prononce en faveur de la thèse des Allemands des Sudètes. Il reconnaît le bien fondé de leurs revendications et

recommande de recourir au plébiscite que Prague repousse obstinément.

Pendant qu'il s'acquitte de sa terrible besogne, aucune détenté ne se manifeste. Tout s'aggrave, au contraire, et semble vérifier l'exactitude du renseignement recueilli.

Le 12 août, Hitler mobilise trois cent à quatre cent mille travailleurs civils, pour construire face à la France, la ligne Siegfried. La Reichswehr exécute des manoeuvres, auxquelles elle convoque un grand nombre de réservistes. Elle décide même de garder la classe qui devait être normalement libérée en septembre, de telle sorte qu'elle dispose d'au moins un million et demi d'hommes sous les armes.

La France prend, à son tour, des mesures correspondantes. On vit alors sur un volcan !

Le congrès annuel de Nuremberg, qui s'ouvre le 5 septembre, est pareil à une veillée d'armes. Hitler y fait transférer les insignes des Empereurs Germaniques qui étaient conservés à la Hofburg de Vienne : la couronne, le sceptre, le globe, le glaive et les sandales écarlates. Tous ses discours sont des discours incendiaires.

Le 7 septembre, profitant de la réception que le Führer offre, dans un hôtel de la ville, aux diplomates présents et de l'usage qui veut qu'en cette circonstance, le doyen des ambassadeurs lui dise quelques mots, André François-Poncet lui adresse, en détachant de son mieux les syllabes, une sorte d'avertissement et d'adjuration solennelle :

- « *Le plus beau laurier sera toujours celui que l'on peut cueillir, sans faire pleurer les yeux d'aucune mère.* »

L'assistance comprend sa pensée, tournée tout entière vers Hitler. Son visage blême reste impassible.

À la séance de clôture du congrès, le 12 septembre, Hitler répète qu'il n'est plus question d'aterrir. Il réclame pour les Allemands des Sudètes le droit de disposer d'eux-mêmes, sans délai. Plus jamais le Reich ne s'inclinera devant une volonté étrangère, il en fait le serment.

Le 13, Henlein rompt les pourparlers en cours. Le lendemain, on apprend que Neville Chamberlain a proposé au Führer de se rendre auprès de lui, afin d'essayer de trouver une solution pacifique.

C'est la deuxième initiative du vieil homme d'État. Elle n'est pas moins grosse de conséquences que la première. Le chef du gouvernement de l'Empire Britannique ne s'est laissé arrêter ni par des considérations de dignité et de prestige, ni par le souci de son confort et de sa santé. « *La paix vaut bien une messe !* » a-t-il sans doute pensé. Mais s'il s'est imaginé que le Führer sera touché par sa démarche, il a bien tort.

L'entrevue dans le chalet d'Hitler, à Berchtesgaden, dure trois heures. Le Führer y expose, avec abondance, mais avec calme et courtoisie, ce qu'il veut obtenir : c'est en substance la cession au Reich des districts des Sudètes peuplés, sans contestation possible, d'une majorité d'Allemands, et dans les districts douteux, l'organisation d'un plébiscite.

Chamberlain écoute la demande et déclare qu'il apportera la réponse dans une semaine. Cette fois, Hitler ira au-devant de lui et l'on se rencontrera sur le Rhin, à Godesberg.

Évidemment, le Premier Anglais n'estime pas que les prétentions du Reich soient déraisonnables. La conversation qu'il a avec Runciman, à son retour à Londres, le conforte dans son opinion. Mais il s'agit, maintenant, de la faire partager à ses collègues, d'abord, au gouvernement Français, ensuite, et enfin, et si possible, à Prague.

Il s'attelle à cette tâche. Il convainc ses collègues. Il appelle alors les ministres français, Daladier et Bonnet. Ceux-ci arrivent dans la capitale anglaise le 18 septembre. C'est un dimanche. Et on siège un dimanche à Londres ! Ce détail suffit à peindre la gravité que l'on attribue à la crise.

Daladier et Bonnet s'en tiennent à la thèse que le gouvernement de la République à déjà définie : s'il



**Georges Bonnet**  
(1889 - 1973)

faut faire la guerre, la France la fera, mais elle aurait scrupule à contrarier les efforts de conciliation du Premier Anglais. Elle admet le principe d'une cession à l'Allemagne des territoires peuplés d'une majorité d'Allemands, principe dont la réalisation devra être déterminée et contrôlée par un organisme international.

Elle insiste, en outre, pour que, si la Tchécoslovaquie doit être amputée des Sudètes, ses nouvelles frontières soient placées sous une garantie efficace, et particulièrement sous une garantie anglaise, qui se joindra à la garantie française.

À l'issue de la réunion, un communiqué enregistré l'accord complet des deux gouvernements. Reste à gagner l'assentiment de Prague.

Le cabinet Tchèque proteste tout d'abord, et résiste. Il est cependant en porte-à-faux : les libertés, l'autonomie relative qu'il est prêt à reconnaître aux Allemands des Sudètes impliquent, en quelque sorte, l'aveu que, dans le passé, il n'a pas traité ceux-ci comme il aurait été juste, ou opportun, de le faire. Il refuse le recours au plébiscite, que le public européen tend à regarder comme un équitable moyen de départager les adversaires.

Il a contre lui le rapport Runciman. Il doit compter, non seulement avec l'hostilité de l'Italie, dont le Duce n'a cessé d'encourager le Lord-Enquêteur et de seconder l'action d'Hitler, mais encore avec celle de la Pologne et de la Hongrie, qui croient l'heure propice pour se saisir des territoires qui les séparent et se donner une frontière commune.

L'U.R.S.S., sans doute, soutiendra les tchèques mais elle ne le fera qu'à l'exemple, et à la suite de la France. Or, la France, qui a besoin de l'appui anglais, ne peut elle-même les soutenir qu'après qu'elle aura laissé l'Angleterre épuiser les tentatives de conciliation auxquelles se consacre Neville Chamberlain. Sinon, c'est la France qui serait accusée d'être l'auteur responsable de la guerre et de précipiter le monde dans une catastrophe.

Comment se soustraire à cet enchaînement fatal ? Comment nier la force de ces arguments ? Le gouvernement de Prague renonce à ses objections, à ses réserves et finit par se résigner.



«...Chamberlain se trouve en présence d'un homme raidi...»

Chamberlain est maintenant en mesure de rapporter à Hitler la réponse attendue. Il s'envole, le 22 septembre, vers Godesberg où le chancelier du Reich l'accueille. Mais ce n'est plus le même Hitler qu'il y a huit jours. Un coup de théâtre se produit !

Chamberlain se trouve en présence d'un homme raidi, catégorique, dont le ton et les prétentions sont montées de plusieurs degrés.

Il ne lui suffit plus d'obtenir le principe de la cession des districts en majorité allemands et la consultation des autres par voie de plébiscite. Il exige, en forme d'ultimatum, que cette session soit accomplie avant le 1<sup>er</sup> octobre, que les fonctionnaires tchèques évacuent immédiatement les districts en question, où pénétrera la Wehrmacht, et que les plébiscites prévus soient terminés avant le 25 novembre. Que s'est-il donc passé d'une semaine à l'autre ? À quelle raison attribuer ce changement brutal ?

Les dirigeants nazis, et notamment Goering, ont raconté à André François-Poncet à l'époque, que le service allemand des écoutes téléphoniques, profitant du passage des câbles à travers le Reich, avait surpris et enregistré sur disques les conversations échangées, la nuit, entre le cabinet de Prague et ses légations de Londres et de Paris et que, dans ces conversations en langue Tchèque, d'allure très libre, s'étalait l'intention de gagner du temps et de travailler au renversement du ministère Chamberlain et du ministre Daladier.

Les Tchèques ont toujours nié la véracité de cette allégation. Quoi qu'il en soit, Chamberlain, atterré par l'attitude d'Hitler, décline tout nouvel entretien et se prépare à quitter Godesberg. Il prend cependant congé de son hôte dans la nuit du 23 au 24 septembre. Dans l'intervalle, Hitler s'est légèrement radouci. Il a transformé son ultimatum en mémorandum, et Chamberlain accepte de soumettre ce texte aux intéressés.

La guerre n'en paraît pas moins inévitable. Une immense angoisse étreint les cœurs. Daladier et Bonnet reprennent en hâte le chemin de Londres. Ils y arrivent de nouveau, un dimanche, le 25 septembre, pour un ultime conseil franco-britannique. Le 26, ils sont rejoints par le Général Gamelin que la conférence a appelé auprès d'elle. C'est la preuve que l'éventualité d'une guerre est regardée en face.

Ni le général, ni les ministres français ne s'y dérobent. Pourtant, l'examen des perspectives militaires n'est pas pleinement rassurant.

Mais vaut-il la peine de tenter encore une démarche auprès d'Hitler ? Celui-ci, le 26 septembre, à Berlin au Palais des Sports, se répand contre le Dr Benès en invectives passionnées. Il lui lance un furieux défi personnel, sans précédent dans les annales de l'histoire contemporaine. Est-ce le signal de la guerre ? Chacun l'interprète ainsi. N'y a-t-il donc plus qu'à se croiser les bras et à attendre l'invasion de la Tchécoslovaquie ?

Roosevelt ne le pense pas, et il adresse au Führer deux messages et fait appel à ses sentiments d'humanité. Chamberlain ne le pense pas non plus, qui, le 27 septembre, dans un discours radiodiffusé déclare :

« *Quelle que soit notre sympathie pour une petite nation qui se trouve aux prises avec un grand et puissant voisin, nous ne saurions en toute circonstance nous engager à entraîner l'Empire*

*Britannique dans une guerre pour cette seule petite nation. Si nous avions à nous battre, cela devrait être pour des problèmes plus vastes que celui-là ! »*

Et, puisque du côté de Berlin, il semble qu'il n'y ait plus rien à faire, la diplomatie britannique se tourne vers Rome, où elle se flatte d'avoir avec Mussolini les meilleures relations.

Daladier et Bonnet, eux non plus, ne restent pas inactifs. Dans la nuit du 27 au 28 septembre, André François-Poncet reçoit l'instruction de voir Hitler au plus tôt, et d'essayer de le détourner de son intention d'exécuter sa menace d'envahir la Tchécoslovaquie avant le 1<sup>er</sup> octobre, ce qui provoquerait, à n'en pas douter, une guerre générale.

À 8 heures du matin, le 28 septembre, André François-Poncet demande audience à Hitler. Il fait dessiner une carte sur laquelle se détachent en rouge vif les districts dont la cession est admise en principe. Il se propose de s'en servir pour lui montrer l'importance de ce qu'il peut obtenir sans conflagration.

Mais, jusqu'à 10 heures, la demande d'audience reste sans réponse. Craignant d'être éconduit, André François-Poncet envoie alors l'attaché militaire de l'ambassade, le Général Renondeau, à l'état-major de la Reichswehr, pour y souligner la responsabilité que le commandement de l'armée assumerait en cas de guerre et pour l'avertir, en même temps, de la démarche dont André François-Poncet est chargé et qui demeure suspendue.

À 11 heures, Hitler prie enfin André François-Poncet de se rendre immédiatement à la Chancellerie. Il y trouve son entourage en grand émoi. Des S.S., des officiers de la Wehrmacht vont et viennent, affairés et visiblement soucieux. Dans la pièce qui précède le grand salon où Hitler l'accueille se trouvent de nombreuses tables dressées, garnies de nappes, de verreries et de couverts.

André François-Poncet s'informe sur cet état de fait et on lui apprend qu'un déjeuner doit réunir ici, à 13 heures, les commandants des unités de l'armée d'invasion. La mobilisation est prévue pour 15 heures. Le Führer, auprès duquel se tient Ribbentrop, a le visage animé. Il est nerveux, tendu. Il l'entreprind aussitôt. Il déploie la carte sous ses yeux. Il lui rappelle qu'une fois déjà, par une franche explication, à une heure critique de la guerre d'Espagne, ils ont ensemble sauvé la paix.

André François-Poncet explique à Hitler qu'il se trompe s'il croit possible aujourd'hui, de localiser le conflit. S'il attaque la Tchécoslovaquie, c'est sur l'Europe entière que l'incendie s'allumera. Veut-il se charger d'un tel opprobre, alors que ses revendications sont aux trois-quarts satisfaites ?

Hitler semble perplexe. Ribbentrop intervient pour atténuer l'effet des paroles directes d'André François-Poncet. Ce dernier le rabroue vertement car ce n'est pas à lui qu'il s'adresse mais à Hitler seulement. Pendant qu'André François-Poncet continue à argumenter en termes pressants, un S.S. entre dans la salle et annonce que l'ambassadeur d'Italie, Attolico, vient d'arriver, porteur d'une communication urgente pour le chancelier.

Hitler sort du salon et reste environ un quart d'heure absent. Quand il revient il dit :

« *C'est Mussolini qui me prie, lui aussi, de surseoir ! »*

Le Duce vient d'apporter une caution inattendue à André François-Poncet qui s'évertuait à faire entendre raison au Führer.

À partir de ce moment-là, Hitler écoute André François-Poncet avec bien moins d'attention. Son esprit est ailleurs. L'expression d'hésitation s'accroît sur sa figure. Enfin, il se lève. Il lui demande alors s'il doit aviser le Gouvernement français qu'il a été inflexible. Hitler répond qu'il communiquera la réponse au début de l'après-midi. Visiblement le Führer est ébranlé.

En partant, André François-Poncet rencontre Goering et Neurath, qui font des signes d'encouragement. Des généraux de la Wehrmacht commencent à arriver pour le déjeuner auquel ils sont conviés.



**Edouard Daladier**  
(1884 - 1970)

À 14 h 30, Goering téléphone enfin à André François-Poncet à l'Ambassade de France de la part du chancelier en précisant qu'Hitler propose la réunion d'une conférence, pour le lendemain 29 septembre, à Munich, et lui prie d'inviter le Président du Conseil français à y assister. L'invitation est immédiatement trans-

mise sans commentaire. Une heure plus tard, elle est acceptée. André François-Poncet en informe alors Goering qui s'écrie « *Gott sei Dank !* » (Dieu soit loué !).

Faut-il en conclure qu'Hitler a bluffé et qu'il a volontairement saisi l'occasion de mettre fin à son bluff ?

Toutes les observations qu'André François-Poncet a pu faire, tous les renseignements qu'il a pu recueillir durant cette période si chargée d'émotion, témoignent en sens contraire. Il est vrai qu'autour d'Hitler, de puissantes influences le dissuadèrent d'aller jusqu'au bout de son dessein : celles de l'état-major, entre autres, et celles de Goering, qui jugeaient que le Reich devait augmenter encore sa marge de supériorité militaire tant en matériels qu'en hommes.

Il est vrai aussi que la population ne manifestait aucun enthousiasme et qu'elle avait regardé sans joie, et même avec consternation le défilé des régiments à travers la capitale.

Mais Hitler était homme – et il l'a prouvé – à ne pas s'arrêter à ces obstacles. Si on avait rompu net avec lui, si l'on avait coupé court à toute discussion, il est certain que son orgueil se serait cabré, qu'il aurait relevé ses manches et se serait jeté dans l'aventure. En tout cas, il ressort de l'exposé même des circonstances, qu'à la veille de la Conférence de Munich, la situation n'était plus qu'incertaine.

Elle était dominée par les initiatives du gouvernement anglais, résolu, sous la conduite de Neville

Chamberlain, à éviter à tout prix que l'Empire Britannique ne soit entraîné dans une guerre ; par la fausse position dans laquelle le gouvernement Tchèque se trouvait malheureusement placé ; dominée, enfin, autant par le souci d'épargner à l'Europe les horreurs de la guerre, que par le désir franco-britannique de gagner du temps et d'en profiter pour parfaire une préparation et un armement, jugés actuellement insuffisants ou défectueux.

À ces données acquises, la conférence ne change rien. Elle se borne à en régler l'application pratique.

Dans la matinée du 29 septembre, Mussolini arrive d'Italie par chemin de fer. Hitler se précipite à sa rencontre, monte dans son wagon à Kufstein, où passait l'ancienne frontière Autrichienne, et confère avec lui durant le reste du trajet. Des ovations saluent les deux dictateurs à leur traversée de la capitale bavaroise.

Pendant ce temps, Daladier, venant de Paris, débarque à l'aérodrome à 11 h 15, accompagné de Léger, secrétaire général, et de Rochat, directeur des Affaires politiques au Quai d'Orsay. Attendus par André François-Poncet sur le bord de la piste d'atterrissage, le Chef du Gouvernement descend de l'avion, bronzé, la tête enfoncée dans ses épaules, le front barré de rides. Il est sombre et préoccupé.

Ribbentrop et Weiszâcker, secrétaire d'État de la Wilhelmstrasse, accueillent le Président du Conseil qu'une automobile emmène aussitôt à l'hôtel des Quatre-Saisons, vieil établissement d'ancienne et d'excellente réputation.

À midi, Goering se présente. Il vient chercher Daladier pour le conduire au Führerhaus où doit siéger la conférence. Tout chamarré, le visage rayonnant d'un cordial sourire, la main largement tendue, le maréchal cherche à plaire par la rondeur de ses manières, son air de franchise, son embonpoint.

Daladier et André François-Poncet montent dans une voiture découverte. Des applaudissements nourris, des acclamations spontanées s'élèvent de la foule qui stationne sur les trottoirs. Daladier est visiblement surpris de ces démonstrations chaleureuses.



«...Ribbentrop et Weiszâcker, secrétaire d'État de la Wilhelmstrasse, accueillent le Président du Conseil...»

Le Führerhaus, devant lequel l'auto s'arrête, est un des deux bâtiments récemment construits et qui ferment le rectangle de la Place Royale, du côté de la Glyptothèque. Les membres de la Conférence prennent contact les uns avec les autres, dans un

salon où un buffet a été dressé. Ils échangent des poignées de main courtoises mais froides et se dévisagent mutuellement. Mussolini, trapu, sanglé dans son uniforme, le masque césarien, protecteur, fort à l'aise et comme chez lui, flanqué de Ciano, grand garçon vigoureux, empressé auprès de son maître, officier d'ordonnance plutôt que ministre des Affaires étrangères ; Chamberlain, grisonnant, voûté, les sourcils épais, les dents en avant, la figure couperosée, les mains rougies par les rhumatismes, un type de vieil homme de loi britannique, entouré de Wilson et de Strang, comme lui vêtu de noir, discrets et effacés ; Hitler, aimable, malgré sa grosse voix bourrue et paysanne, mais troublé, agité, très pâle, incapable d'ailleurs de causer avec ses invités car il ignore l'anglais, le français et l'italien et ses hôtes n'entendent pas l'allemand, sauf Mussolini, que le

Führer ne lâche pas d'une semelle.

À 12 h 45, la séance est ouverte, dans une salle voisine. Les ambassadeurs n'y sont pas admis. À la sortie, il est rendu compte à André François-Poncet que les quatre participants, tour à tour, ont exposé en termes généraux leurs points de vue.



Galeazzo Ciano (1903 - 1944)

Hitler se livre à une diatribe d'une extrême violence

contre la Tchécoslovaquie. Sur quoi Daladier pose avec netteté et vigueur la question cruciale : veut-on oui ou non que la Tchécoslovaquie vive ? L'amputation à laquelle on se propose de la soumettre, a-t-elle pour but d'affermir sa santé, de la rendre plus viable à l'avenir ? Ou n'est-elle qu'une manière de l'affaiblir, qu'une mutilation qui devra entraîner sa mort ? S'il s'agit de préparer le démembrement et la disparition de la Tchécoslovaquie, lui, Daladier, n'a que faire en ce lieu. Il ne s'associera pas à ce crime. Il préfère s'en aller. S'il s'agit au contraire d'assurer l'avenir de la Tchécoslovaquie, il est prêt à y concourir, avec les autres, dans un esprit de concession réciproque et de collaboration. Le Président du Conseil français parle avec un accent de résolution et sur un ton élevé, qui émeuvent l'assistance.

Mussolini déclare que la pensée d'Hitler a été mal comprise et chacun, avec lui, se récrie, protestant de la volonté de consolider et de respecter l'existence de l'état Tchécoslovaque.

À 15 heures tout ce monde part déjeuner.

À la fin de l'après-midi, nouvelle séance. Cette fois, André François-Poncet y entre d'autorité et s'assied derrière Daladier. Les délégués sont groupés en cercle autour d'une vaste cheminée, les Anglais à gauche, les Italiens et Allemands au centre, les Français à droite. Les Anglais conversent peu entre eux. Les Allemands et les Italiens beaucoup.

Mussolini est enfoncé profondément dans son fauteuil.

Ses traits, d'une mobilité extraordinaire, ne sont pas un instant en repos. Sa bouche se fend pour un large sourire, et se contracte pour une moue. Ses sourcils se lèvent pour l'étonnement et se froncent pour la menace. Ses yeux ont une expression amusée et curieuse, et tout à coup lancent des éclairs. Debout auprès de lui, Hitler le couve du regard. Il en subit le charme, il est comme fasciné, hypnotisé : quand le Duce rit, il rit, si le Duce se renfroge, il se renfroge. C'est une véritable scène de mimétisme qui laisse une impression durable à André François-Poncet et lui faire croire, d'ailleurs à tort, que Mussolini exerce sur le Führer un ascendant bien établi. Ce jour-là, toutefois, il l'exerce. À d'autres moments, c'est Mussolini qui, dans ce ménage tourmenté, subit l'influence de son émule, devenu son complice.



Personne ne préside. Il n'y a pas non plus de programme méthodique. La discussion non dirigée est pénible, confuse et traîne en longueur, gênée par l'obligation d'une double traduction.

Vers le soir, enfin, les Anglais sortent de leur dossier un papier, tapé à la machine. Il a été rédigé par Horace Wilson, en collaboration avec Stang. Le débat qui flottait se cristallise aussitôt autour de ce projet d'accord.

Pendant que les délégués font une pause, ce document est traduit de l'anglais au français et en allemand. Puis la discussion reprend.

Elle ne soulève de réelles difficultés que sur deux points : l'article 6, que les Français veulent assouplir, afin que la règle du transfert sans plébiscite des zones à majorité allemande soit tempérée par des exceptions et soumis au jugement de la Commission internationale qui contrôlera l'ensemble de l'opération. Le conflit et la mésentente perdurent longtemps sur ce point et Hitler qui s'y oppose farouchement finit par céder.

L'autre point est l'annexe 1, qui traite de la garantie internationale des nouvelles frontières de la Tchécoslovaquie contre toute agression non provoquée. La France et L'Angleterre apportent cette garantie. L'Italie et l'Allemagne hésitent et formulent des réserves. Elles ne veulent pas se lier les mains, avant que les revendications des Polonais et des Hongrois, leurs amis, aient abouti à un arrangement. Elles promettent la garantie demandée dès que le problème en question aura été résolu.

À 1 h 30 du matin, les parties signent enfin.

L'accord prévoit une évacuation en quatre étapes des territoires à « prépondérance » allemande. Cette évacuation commencera le 1<sup>er</sup> octobre et devra être

terminée le 10. Les conditions en seront déterminées et surveillées par une Commission Internationale, dans laquelle siègeront les représentants de la France, de l'Angleterre, de l'Italie, de l'Allemagne et de la Tchécoslovaquie.



La commission fixera, en outre, les districts où il devra être procédé à des plébiscites. Jusqu'à l'achèvement des plébiscites, ces districts seront occupés par des contingents internationaux. Les plébiscites s'inspireront de l'exemple fourni par la Sarre et seront terminés à la fin de novembre.

Un droit d'option de six mois laissera aux intéressés la faculté d'être inclus dans les territoires transférés, ou d'en être exclus. Une commission germano-tchèque réglera le détail de cette procédure d'option et avisera aux échanges éventuels de populations. Si l'on compare l'accord de Munich avec l'ultimatum de Godesberg on s'aperçoit qu'il enregistre un recul sensible des prétentions allemandes.

Le Reich n'agit plus unilatéralement et à sa guise, mais passe par le canal d'un organisme international. L'évacuation n'est plus immédiate et d'un seul bloc : elle ne sera pas réalisée le 1<sup>er</sup> octobre mais elle commencera à cette date. Un droit d'option, l'éventualité d'exceptions sont introduits dans le règlement adopté. La garantie française, et surtout, la garantie anglaise, qui faisaient défaut jusque-là, sont données aux nouvelles frontières ; celles de l'Allemagne et de l'Italie peuvent être escomptées à brève échéance.

Mais quelle qu'en soit la valeur, ces atténuations n'enlèvent pas aux décisions prises leur caractère douloureux. Les Français en ont pleinement conscience. Un pays qui fut toujours pour eux un allié fidèle subit un amoindrissement matériel important, une humiliation morale atroce. On l'a sacrifié à la paix. Le plus pénible, d'ailleurs, n'est pas encore fait. Il faut aller avertir les Tchèques, qui attendent, à leur hôtel, le résultat de la conférence. Leur ministre à Berlin, Mastny, fond en larmes. André François-Poncet le console de son mieux et il lui dit :

- « *Croyez-moi ! Tout cela n'est pas définitif. Ce n'est qu'un moment d'une histoire qui commence et qui, bientôt, remettra tout en cause !* »

Revenu à l'hôtel Quatre Saisons, à 2 h 30 du matin, André François-Poncet appelle Bonnet au téléphone pour l'informer.

Le lendemain matin, à 11 h 30, Chamberlain rend visite à Hitler, sans en avoir averti son collègue français, et il obtient du Führer un engagement écrit de non-agression et de consultation mutuelle, ainsi

qu'une promesse de bons rapports entre les deux États allemands et anglais.

À la même heure, une foule s'amasse devant l'hôtel des Quatre Saisons et oblige Daladier à se montrer au balcon. Le Président du conseil quitte Munich par l'avion *Poitou* à 13 h 20, salué par Ribbentrop.

On connaît la suite, l'arrivée au Bourget, l'ovation délirante de la foule, qui surprend le Chef du gouvernement, les démonstrations de joie qui l'accueillent, le pèlerinage au tombeau du Soldat Inconnu, le vote d'approbation de la Chambre, le 4 octobre, par 535 voix contre 75.

Malheureusement, l'euphorie allait être de courte durée : en ayant cédé encore une fois aux caprices d'Hitler, les Français et les Anglais pensent avoir sauvé l'Europe d'une guerre qui leur semble presque inévitable. C'était bien mal connaître Hitler.



«...l'ovation délirante de la foule, qui surprend le Chef du gouvernement...»

## Une guerre inévitable

Sur les décombres de la signature du traité de Versailles, une nouvelle guerre s'engage, plus sanglante encore que la précédente.

L'entrée des Allemands dans Prague entraîne une brusque accélération de l'histoire et la Pologne devient le centre d'une série de manoeuvres diplomatiques complexes. Dans la mesure où le passé de ce pays est moins connu qu'il ne le faudrait en Europe occidentale, un bref récapitulatif à ce sujet s'impose. Conséquence de trois « Partages de la Pologne » opérés successivement au XVIII<sup>ème</sup> siècle, l'État polonais a fini par disparaître au profit de ses trois puissants voisins, les Empires autrichien, russe, et le Royaume de la Prusse, ne réapparaissant fugitivement qu'au sein de l'Europe napoléonienne. Néanmoins, avec une ténacité qui stupéfia les Européens, les patriotes polonais ne renoncèrent jamais à leur lutte pour l'indépendance, celle-ci reprenant de la vigueur à la fin de la Première Guerre mondiale à la faveur de l'effondrement presque simultané des puissances russe, allemande et autrichienne. Les longues années d'humiliation avaient nourri un nationalisme exacerbé et la nouvelle Pologne s'étendit au-delà du raisonnable en absorbant en son sein de grandes zones peuplées partiellement ou totalement de Biélorusses, de Lituaniens, d'Ukrainiens et d'Allemands.

En 1919, les Polonais se lancèrent dans la guerre contre la toute jeune Russie communiste en s'enfonçant profondément vers l'Est malgré la réaction rapide des communistes russes. Un an plus tard, ce fut le tour de l'Armée rouge de menacer Varsovie. La guerre se solda finalement par l'échec de la Pologne. Les relations germano-polonaises n'étaient pas moins tendues. La Pologne fut le pays qui arracha le plus grand nombre de terres au Reich et qui tenta, sans succès, d'en gagner encore davantage. La Société des Nations joua son rôle d'arbitre en organisant des plébiscites dans diverses régions convoitées par les Polonais afin que les habitants décident de leur nationalité. Elle décréta la constitution d'une « ville libre » dans le port stratégique de Dantzig afin de servir de port polonais sur la mer Baltique. Tous ces changements de frontières eurent pour conséquence de séparer la Prusse-Orientale du reste de l'Allemagne. Pour les plus radicaux des nationalistes polonais, c'était peu de chose, car ils rêvaient de reculer les frontières vers l'Ouest et d'en finir avec l'existence de la Prusse-Orientale. Et pour les nationalistes allemands, la Pologne devint l'ennemi à abattre en priorité.

Formé politiquement dans l'Autriche des Habsbourg, Hitler éprouve moins d'aversion pour les Polonais que pour les Tchèques. En 1934, il signe avec la Pologne un traité de non-agression, et à la fin de 1938, après que Berlin et Varsovie furent alliés de facto dans le démantèlement de la Tchécoslovaquie, il sonde les Polonais sur l'éventualité d'une campagne militaire germano-polonaise conjointe contre l'URSS. À la grande surprise d'Hitler, la Pologne répond catégoriquement par la négative.



Jozef Pilsudski  
(1867 - 1935)

Depuis l'organisation d'un coup d'État en 1926, par le héros national de l'indépendance polonaise, le maréchal Jozef Pilsudski, le pouvoir est aux mains des militaires polonais, qui imposent un régime dictatorial responsable de l'écrasement des communistes locaux, du lancement des grandes campagnes contre les nationalistes minoritaires, particu-

lièrement contre les Ukrainiens, et de la mise en place de mesures antisémites.

Pour la gauche européenne, la Pologne est un pays fasciste comme l'Italie, l'Allemagne et l'Espagne. Pour Hitler, c'est un candidat parfait pour rejoindre le pacte anti-Komintern signé en 1936 par l'Allemagne et le Japon, puis par l'Italie fasciste en 1937, par l'Espagne de Franco et le Mandchoukouo, État fantoche du Japon, en 1939. Pourtant, les Polonais, peuple orgueilleux, ne sont aucunement disposés à se transformer en satellites des Allemands. Entre autres raisons, Varsovie estime que la puissance militaire polonaise est supérieure à celle des Allemands. Après

tout, le service militaire obligatoire n'a été réintroduit en Allemagne que depuis 4 ans. En tant que nation particulièrement fière de ses traditions militaires, la Pologne ne craint pas la puissance militaire allemande. De plus, la question des minorités nationales envenime les relations de ces deux pays. À Berlin, on accuse les Polonais de se comporter de manière brutale envers la minorité allemande. L'accusation est reprise dans le sens inverse et Varsovie critique la politique des Allemands à l'égard de la minorité polonaise du III<sup>ème</sup> Reich.

Loin de pleurer le démantèlement de la Tchécoslovaquie, les Polonais souhaitent même être associés davantage au partage des dépouilles. Ils désiraient surtout que leur alliée traditionnelle, la Hongrie, récupère entièrement la Slovaquie afin que les deux nations partagent une longue frontière commune. Ils ne sont pas dupes non plus du modus operandi d'Hitler, qui impose d'abord des revendications susceptibles de paraître légitimes (comme l'annexion de la région des Sudètes) pour dévoiler ensuite, au grand jour, ses visées hégémoniques (comme l'occupation de la Bohême Moravie).



**Occupation de Prague par les allemands, mars 1939**

Le Gouvernement Polonais, communément désigné sous le nom de « gouvernement des généraux » à cause de la majorité de gradés qui le constitue, décide alors de résister aux revendications allemandes. Hitler répond en accentuant la pression, suivant le scénario déjà expérimenté en Autriche et en Tchécoslovaquie. Le cas de la ville libre de Dantzig est évoqué : toujours sous contrôle de la SDN, sa population exige sa réintégration au Reich depuis que le Parlement local est tombé aux mains des Nazis en 1933. Or, si cette revendication ne progresse pas, c'est, disent les Allemands, à cause des Polonais. Pareillement, il est demandé à la Pologne d'accéder à la demande des Allemands d'établir une route et une voie de chemin de fer allemandes avec un statut d'extraterritorialité à travers le couloir de Dantzig, cette route et cette voie ferrée permettant de relier directement la Prusse-orientale au reste de l'Allemagne. Finalement, on fait beaucoup de bruit sur les vexations subies par la population allemande de Pologne, qui ne sont pas si importantes que cela.

Le 21 mars 1939, Hitler fait à la Pologne une proposition globale pour résoudre tous ces problèmes. Le gouvernement des colonels polonais la rejette deux jours plus tard. Il faut cependant attendre mai 1939 pour que le gouvernement britannique décrète l'introduction du service militaire obligatoire : il s'agit

de convaincre l'Allemagne du fait que le Royaume-Uni ne tolérera pas une nouvelle fois que l'on bafoue les engagements pris. Le moindre signe de faiblesse fait courir un risque grave au maintien de l'Empire Britannique déjà en butte à de puissants mouvements anticolonialistes, en particulier dans le « joyau de la Couronne », l'Inde.

C'est ainsi que le 31 mars 1939, le Royaume-Uni et la France rendent publique leur garantie conjointe d'assistance à la Pologne au cas où elle serait attaquée, garantie qui se transformera plus tard en pacte formel. Craignant que les alliés de l'Allemagne déstabilisent l'Europe orientale, les Français et les Britanniques offrent des propositions analogues à la Roumanie, opposée à la Hongrie pour des problèmes de frontières et de minorités nationales, et à la Grèce, une victime potentielle de l'Italie.

Il faut souligner que ces deux pays ont à leur tête des régimes dictatoriaux dirigés respectivement par le Roi Carol et le général Metaxás. Comme cela s'est passé avec la Pologne, aucun des pays auxquels ces garanties sont offertes ne présente de profils démocratiques. Ainsi, la politique britannique n'est pas guidée par des critères idéologiques mais purement géopolitiques. Si Londres a désormais décidé de freiner Hitler coûte que coûte, entraînant la France dans son sillage, c'est par fidélité à la clé de voûte de leur politique européenne : le maintien de l'équilibre des puissances.

Une Allemagne renforcée par l'intégration de l'Autriche et de la région des Sudètes, et qui, de plus, a annexé la Bohême Moravie et « satellisé » l'Italie, la Slovaquie et la Hongrie, devient beaucoup trop puissante. Si elle s'impose en Pologne, elle attirera aussi sans aucun doute dans son camp la Roumanie, la Yougoslavie et la Bulgarie. La raison pour s'opposer à Hitler est identique à celle qui avait conduit les Britanniques à lutter contre Philippe II d'Espagne ou Napoléon : ne pas permettre l'hégémonie d'une nation sur l'Europe. Le 3 avril, Hitler franchit un autre pas décisif en donnant l'ordre à son haut commandement d'entamer les préparatifs militaires du « plan blanc » (Fall Weiss), c'est-à-dire ceux de la campagne militaire contre la Pologne, si aucune solution diplomatique au contentieux germano-polonais n'est trouvée. Cet ordre rencontre beaucoup moins d'opposition que les précédents parmi les militaires. Non seulement parce qu'après s'être complètement trompés dans les cas de la remilitarisation de la Rhénanie, de l'Anschluss, de l'occupation de la région des Sudètes et de l'annexion de la Bohême Moravie, ils n'osent plus mettre en doute les ordres d'Hitler, mais aussi parce qu'une grande partie d'entre eux sont d'origine prussienne, et nourrissent par là la même haine viscérale à l'égard de la Pologne.

Le Royaume-Uni et la France espèrent que leurs déclarations publiques de garantie d'aide militaire à la Pologne, à la Roumanie et à la Grèce retiendront Hitler et ses alliés d'agir. Ils comptent en outre sur le soutien croissant des Américains. En janvier 1939, le président Roosevelt a en effet demandé au Congrès des fonds pour lancer un programme d'armement. Les déclarations de sympathie à l'adresse du Royaume-Uni, de la France et de la Pologne se multiplient. Les États-Unis font savoir à leurs gouvernements qu'ils interviendront en cas de conflit avec l'Allemagne et Washington refuse de reconnaître l'établissement du

protectorat de Bohême Moravie. Le 15 avril, le président Roosevelt s'adresse publiquement à Hitler et Mussolini pour exiger des garanties de non-agression vis-à-vis de trente et un pays d'Europe. Roosevelt est sans aucun doute un démocrate convaincu et un antifasciste enthousiaste, mais il n'en est pas moins vrai que son attitude envers l'Allemagne, l'Italie et le Japon est guidée par de multiples motivations. Les États-Unis ne parviennent pas à se remettre de la dépression économique engendrée par la crise de 1929, et l'une des manières d'en sortir est de lancer un programme d'armement. De plus, les trois pays constituent autant de concurrents dans la perspective, vitale pour les États-Unis, de créer une économie de « portes ouvertes » au niveau mondial. En ce sens, Washington ne se laisse jamais bernier par le profil anticommuniste de la jeune alliance entre l'Allemagne, l'Italie et le Japon. Comme l'écrivait l'un de ses meilleurs analystes, l'ambassadeur Grew : « *lorsqu'on analyse cette combinaison triangulaire, on découvre immédiatement que le groupe en question n'est pas seulement anticommuniste [...] C'est une association d'États qui prétend renverser le statu quo et affronter n'importe quel pays partisan de ce statu quo ou, pour le dire plus clairement : les "misérables" contre les "nantis". L'anticommunisme est simplement l'étendard sous lequel ils se rassemblent.* »

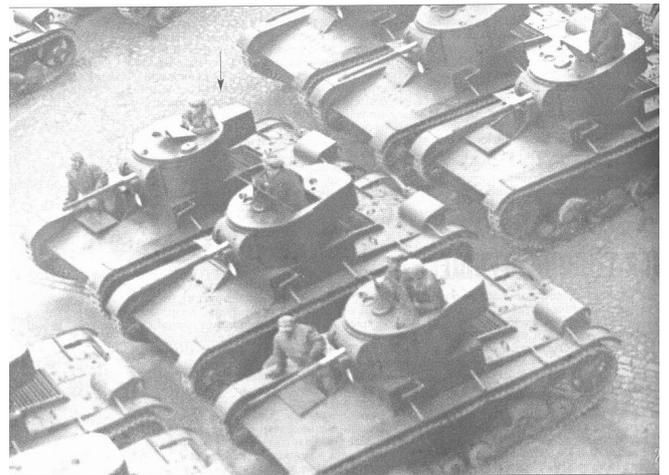
En résumé, il semble que malgré l'isolationnisme régnant parmi les citoyens américains, le Royaume-Uni et la France peuvent compter sur les États-Unis pour arrêter Hitler si c'était nécessaire. Mais cette politique de contention s'avérerait d'autant plus crédible qu'elle impliquerait l'URSS. S'allier avec Staline serait un pas difficile à franchir car le discours anti-impérialiste du communisme soviétique vise Londres et Paris depuis 1918. Les analystes stratégiques des puissances occidentales qui n'ont pas manqué de lire les *Fondements du Léninisme* de Staline s'interrogent sans doute sur les possibilités de composer avec un pays comme l'URSS, qui proclame son objectif d'en finir avec tous les impérialismes et d'établir le communisme à l'échelle planétaire.

De plus, en Pologne et en Roumanie, deux pays auxquels le Royaume-Uni et la France ont offert des garanties, la population est traditionnellement antirusse et les gouvernements féroceement anticommunistes.

Quoi qu'il en soit, une délégation franco-britannique se rend en URSS en mars pour étudier les possibilités de collaboration militaire et les négociations se prolongent jusqu'en juin.

Hitler ne reste pas inactif. Comme preuve de sa détermination, il résilie publiquement en avril le traité de non-agression signé avec la Pologne en 1934 et l'accord naval anglo-allemand de 1935. En mai, l'alliance avec l'Italie fasciste, l'axe Berlin-Rome, prend corps sous la forme d'une alliance militaire explicite : le pacte d'Acier. Hitler tente surtout de convaincre les nations occidentales que l'Allemagne n'entend ni les provoquer ni les attaquer. Le III<sup>ème</sup> Reich et la France signent en novembre 1938 une déclaration conjointe niant toute intention d'agression mutuelle. En avril 1939, Hitler propose des pactes de non-agression à tous les États de Scandinavie et de la Baltique. Ses diplomates présents au Royaume-Uni répètent devant tous les auditoires que le III<sup>ème</sup> Reich, non seulement n'aspire aucunement à s'approprier

des territoires de l'Empire britannique mais qu'il est en outre disposé à collaborer avec le Royaume-Uni afin de maintenir cet empire, car, dans leur vision raciste du monde, les nazis considèrent que les Allemands et les Britanniques, deux peuples Aryens, doivent être alliés. La presse allemande démontre, à l'adresse des États-Unis, que l'objectif allemand n'est autre que d'établir une « *doctrine Monroe européenne* », c'est-à-dire « *l'Europe aux Européens* ». Mais l'objectif de cette campagne de propagande est de convaincre les Nord-Américains du fait que le III<sup>ème</sup> Reich, en affirmant que tous ses objectifs se trouvent en Europe, n'aspire pas le moins du monde à remettre en cause l'hégémonie de Washington sur l'hémisphère occidental. En même temps, et pour désarmer les effets de la propagande nord-américaine, les Allemands soulignent que si le gouvernement de Washington manifeste un tel intérêt pour la démocratie et l'indépendance des petits États, il peut commencer par appliquer cette politique sur le continent américain où, en effet, les États-Unis maintiennent au pouvoir un grand nombre de dictateurs tout en intervenant militairement dans tel ou tel pays chaque fois qu'ils l'estiment nécessaire. Néanmoins, le lieu où les décisions les plus importantes vont se prendre durant tout ce temps reste discrètement au second plan. C'est Moscou. Selon la théorie marxiste-léniniste, le conflit entre les nations impérialistes est une conséquence inévitable de la concurrence qu'elles se livrent. Cela est déjà apparu au cours de la Première Guerre mondiale et menace de se reproduire. Mais Staline ajoute à cette conception la théorie de la construction du socialisme dans un seul pays, dont le corollaire est que l'URSS peut être victime d'une attaque concentrée de tous les pays capitalistes et impérialistes. D'où l'ampleur de la construction d'une gigantesque armée, l'Armée Rouge, destinée à défendre l'existence de l'URSS ou, le cas échéant, à soutenir les mouvements révolutionnaires du reste du monde.



**«...l'ampleur de la construction d'une gigantesque armée, l'Armée Rouge...»**

Staline interprète les accords de Munich comme une tentative du Royaume-Uni et de la France de diriger l'expansionnisme allemand vers l'est, contre l'URSS. Suivant cette analyse, Staline pense que Londres et Paris cherchent maintenant à embarquer le III<sup>ème</sup> Reich et l'URSS dans une guerre féroce à laquelle ils assisteront en spectateurs, jusqu'à ce que l'Allemagne et l'URSS finissent épuisées, comme cela avait été le cas à la fin de la Première Guerre mondiale. Les deux

nations pourront alors à nouveau être réduites au statut d' « États parias ». Une autre possibilité, plus dangereuse encore, serait que l'Allemagne se joigne aux autres pays capitalistes européens et au Japon pour lancer une attaque concentrée contre l'URSS. Tandis qu'en Europe on suit avec grand intérêt le développement de la crise polonaise, Staline porte toute son attention sur la frontière reculée de la Mongolie avec le Mandchoukouo où Japonais et Soviétiques s'affrontent ouvertement.

La situation est désespérée. Aussi, Staline donne-t-il un coup de barre audacieux. Une délégation commerciale soviétique, qui s'est rendue à Berlin en avril pour négocier quelques accords économiques, sonde les Allemands sur la possibilité de parvenir à des traités politiques de plus grande envergure.

Lorsqu'il reçoit une réponse affirmative de la part des Allemands, Staline ordonne une purge féroce du Commissariat des Affaires étrangères chargé des relations internationales et notamment du rapprochement avec les démocraties occidentales.

La nouvelle politique suppose de parvenir à un pacte avec le III<sup>ème</sup> Reich aux dépens de la Pologne, et qui convienne aux deux pays.

Hitler, le héraut de l'anticommunisme mondial, l'homme qui confessa dans *Mein Kampf* que l'objectif de l'Allemagne devait être de conquérir un « espace vital » aux dépens des Slaves d'URSS, commence soudain à jouer la carte de Staline. Il pense que si le III<sup>ème</sup> Reich et l'URSS parviennent à un accord excluant tout affrontement armé entre les deux puissances, ni le Royaume-Uni ni la France n'oseront honorer les garanties données à la Pologne. Et si ces deux pays n'interviennent pas finalement, l'Allemagne obtiendra une victoire facile en franchissant une étape supplémentaire dans la stratégie hitlérienne de redéfinition de la carte de l'Europe, tout en disposant de sécurité sur ses arrières pour assurer la part importante de son programme qui nécessite de casser l'épée de la France, ce qui sera fait en 1940. Il sera temps, plus tard, de solder les comptes avec le communisme soviétique.



**Signature du pacte Ribbentrop - Molotov**

Quant à Staline, il pense que l'éclatement d'un conflit entre le III<sup>ème</sup> Reich d'un côté et le Royaume- Uni et la France de l'autre ne peut que lui être favorable. Quelle que soit l'issue du conflit, les pays en sortiront exsangues, et la Première Guerre mondiale a déjà démontré le potentiel révolutionnaire que cela peut

induire. Aussi toute rhétorique antifasciste doit-elle être enterrée pour le moment. Les négociateurs allemands et soviétiques entament des discussions sur les aspects concrets d'un accord. En outre, le III<sup>ème</sup> Reich doit reconnaître sous aire d'influence soviétique la Finlande, l'Estonie, La Lettonie et la Bessarabie roumaine (où Moscou aura les coudées franches pour réorganiser les frontières). Le dirigeant communiste s'improvise en digne successeur de la politique impérialiste des Tsars.

Hitler accède facilement (et provisoirement) aux désirs de Staline, et le 23 août 1939, le monde découvre avec stupeur l'existence entre Berlin et Moscou d'un traité de non-agression mutuelle. Le codicille traitant du partage de l'Europe centrale en zones d'influence par les deux nations est toutefois maintenu secret. Les antifascistes et les anticommunistes du monde entier s'écroquent dans la consternation.

Pour les gouvernements de Londres et de Paris, la surprise n'est pas des moindres. Certains analystes anglais signalent que, l'empire britannique étant suffisamment grand, les Allemands, les Italiens, les Japonais et les Soviétiques peuvent bien trouver la manière de se le répartir entre eux sans que cette distribution ne les conduise à l'affrontement. Avant qu'une si abominable perspective ne prenne corps, il est urgent d'essayer de neutraliser le pouvoir de la nation qui apparaît comme la plus dangereuse : l'Allemagne.



En réalité, il n'y a aucun préparatif militaire sérieux pour aider militairement la Pologne dans un délai raisonnable. Il ne reste qu'à compter sur les capacités des Polonais à résister suffisamment longtemps afin de laisser le temps à Londres et à Paris d'organiser une aide quelconque. Les Polonais affirment avec enthousiasme qu'en réalité, ce sera eux qui marcheront sur Berlin. Les états-majors occidentaux ne sont pas aussi optimistes, mais ils ne croient pas pour autant à une victoire foudroyante de l'Allemagne. Ils calculent que la Pologne résistera au minimum six mois aux Allemands : de fait, on attribue une plus grande capacité militaire aux Polonais qu'aux Soviétiques.

Il est trop tard pour faire machine arrière. Deux jours après l'annonce du pacte germano-soviétique, l'alliance entre Londres et Varsovie est élevée au rang de pacte d'assistance mutuelle. Mussolini fait savoir à Hitler que l'Italie, après les efforts menés dans la guerre contre l'Éthiopie et pendant la guerre civile espagnole, n'est pas en mesure de se lancer dans une guerre et se déclarera neutre. Le coup est rude pour Hitler. Il donne l'ordre d'arrêter le début de l'attaque contre la Pologne prévue pour le 26 août afin de tenter de nouvelles négociations d'urgence avec le Royaume-Uni, qu'il espère écarter du conflit. Elles n'aboutissent

pas, et le 31 août, il ordonne à la Wehrmacht de commencer dès le lendemain, 1<sup>er</sup> septembre 1939, les opérations militaires contre la Pologne.



La Seconde Guerre mondiale commence vingt cinq ans après la première. Mais si en août 1914, des populations enthousiastes sont descendues dans les rues de Vienne, Berlin, Paris, Londres ou Saint-Pétersbourg pour saluer le début du conflit, en septembre 1939, en revanche, il n'y a aucune allégresse populaire : tout le monde pressent que cette nouvelle guerre sera terrible.



## Quelle était donc la stratégie d'Hitler ?

Folie pure, envie de guerre à outrance ? Rien de tout cela. Contrairement à ce que pendant longtemps les livres d'Histoire ont tenté de faire croire, Hitler est loin d'être fou. Colérique, voire capricieux, certainement. Nous disposons aujourd'hui de nombreux témoignages qui l'attestent. Mais fou ? ... Non !

De nos jours, les thèses fonctionnalistes ayant du plomb dans l'aile, l'hypothèse d'un Hitler incapable prend du recul.

Particulièrement intelligent, formidable tacticien et négociateur, Hitler ne cherche pas la guerre à tout prix. Bien au contraire, il ne la cherche qu'au bon moment, au bon endroit. Il sait la Wehrmacht en pleine construction et organisation en 1938, pas encore parfaitement au point et équipée. Mais il use et abuse de ses talents de manipulateur tantôt en mettant une pression insoutenable, tantôt en laissant volontairement retomber la pression en laissant croire qu'il est devenu raisonnable, tout ceci dans un seul but : redonner à l'Allemagne et à son peuple sa grandeur d'antan, ceci teinté en transparence d'un désir de vengeance de ce qu'a subi l'Allemagne depuis la fin de la Première Guerre mondiale.

Désireux de construire une « Grande Allemagne », expansionniste à souhait vers l'Est une fois débarrassé

d'une menace à l'Ouest, il a aussi le désir d'un peuple allemand « Pur », terme ô combien choquant mais qui à l'époque remporte un large écho et une large adhésion tant le racisme et l'antisémitisme sont ancrés dans l'esprit des Allemands. La crise de 1929 est passée par là.

Nous savons aujourd'hui tous les excès, les dérives et les barbaries que cela allait entraîner.

Nous savons également que ses plans à l'ouest échouèrent, un certain Winston Churchill l'ayant empêché de signer avec le Royaume-Uni cette paix tant espérée.

Mais la question de son éventuelle « folie » reste en discussion et je laisse à François Delpla le soin de nous en parler en conclusion.

## Bibliographie

**Les livres qui m'ont aidé à réaliser et finaliser ce document.**

**Boyd David** – *La Seconde Guerre mondiale*, Paris, Gründ, 1999.

**Durand Yves** – *Les causes de la Deuxième Guerre mondiale*, Paris, Armand Colin, 1992.

**Steinert Marlis** – *Les origines de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, PUF, 1974.

**Valette Geneviève et Bouillon Jacques** – *Munich 1938*, Paris, Armand Collin, 1964.

**Bourdon Jean** – *Considérations sur les causes des deux guerres*, Paris, Hachette, 1946.

## Sources illustrations :

Bundesarchiv

Wikipedia

<http://www.annefrank.org>

<http://www.weltchronik.de>



Berlin et le Reichstag en 1945

## Postface

Par François Delpla

**L**es crises à répétition provoquées par le nazisme sont un défi lancé à la science historique, habituée à débrouiller des écheveaux complexes, tant dans l'histoire intérieure des pays que dans celle de leurs relations. Si je suis appelé à postfacier l'exposé très vivant de Frédéric Bonnus, c'est sans doute parce que j'essaye moi-même depuis vingt ans, sur la lancée de mon propre enseignement de l'Histoire à des lycéens exigeants, de dégager une logique dans cette escalade d'agressivité, et que je ramène toutes ces crises à un dénominateur commun, celui de la folie de Hitler.

Ce diagnostic, que je soumets depuis quelque temps à des discussions sur les forums et en particulier celui dont ce magazine est l'émanation, étonne et déroute par sa simplicité. Il rend pourtant bien compte d'une chose : le caractère absolument unique de l'aventure nazie dans l'histoire de l'humanité. Certes, Hitler n'a, d'une certaine façon, rien inventé. Ni le racisme, ni l'antisémitisme, ni l'anticommunisme, ni l'eugénisme, ni la dictature, ni la guerre... Mais le sculpteur n'a pas non plus inventé la pierre ! C'est dans le traitement des matériaux que réside la création. Or bien des écrits sur Hitler raisonnent comme si les matériaux s'étaient agencés tout seuls.

Tout commence en novembre 1918. Hitler va sur ses trente ans. Âgé de vingt-cinq au début de la guerre, il n'avait pas réussi à s'insérer dans la société, en dépit de grands dons et de grandes ambitions. La guerre lui a fourni une insertion, et sociale, et nationale. Il ne peut concevoir qu'elle se termine par une défaite. Pour autant qu'on puisse le savoir, une cure psychiatrique, dans la clinique militaire de Pasewalk, joue un rôle décisif. Le docteur Forster soigne là les «hystériques de guerre», ces soldats nerveux qu'on a éloignés du front pour ne pas qu'ils perturbent leurs camarades. Il les secoue plus qu'il ne les écoute et leur serine qu'ils peuvent devenir des héros. Hitler étant récalcitrant, il le soigne sous hypnose. Il le racontera à Paris dans l'été 1933 à des immigrés antinazis... avant de revenir à Berlin se suicider, sous le poids de sa culpabilité.

Dans Mein Kampf, Hitler omet tous ces détails mais parle tout de même d'une crise et en termine le récit ainsi :

*« D'affreuses journées et des nuits pires encore suivirent ; je savais que tout était perdu. Seuls, de complets insensés ou des menteurs et des criminels pouvaient en arriver à espérer en la clémence de l'ennemi. Dans ces nuits naquit en moi la haine, la haine contre les auteurs de cet événement.*

*Dans les jours suivants, je devais aussi être fixé sur mon sort. Je devais maintenant rire en pensant à mon propre avenir qui, encore peu de temps auparavant, m'avait causé de si amères inquiétudes. N'était-ce pas ridicule de vouloir bâtir des maisons sur un tel terrain ? Enfin je vis clairement que maintenant était arrivé ce que j'avais déjà si souvent appréhendé, mais n'avais jamais pu croire de sang-froid.*

*L'empereur Guillaume II était le premier empereur d'Allemagne qui avait tendu la main pour la réconciliation aux chefs du marxisme, sans se douter que les fourbes n'avaient point d'honneur. Tandis qu'ils tenaient encore la main de l'empereur dans la leur, l'autre cherchait le poignard.*

*Avec le Juif, il n'y a point à pactiser, mais seulement à décider : tout ou rien !*

*Quant à moi, je décidais de faire de la politique. »*

Certes, il n'est pas question de prendre ce récit au pied de la lettre : Hitler a dû rationaliser et, si on peut dire, affiner son analyse dans les mois suivants, quand il est devenu instructeur de soldats déboussolés pour le compte de la hiérarchie militaire bavaroise et a suivi des cours à cet effet. Mais on peut en retenir, avec ce qu'on sait du traitement de Forster, grâce au chercheur américain Rudolph Binion, qu'il s'est bien produit dans cet hôpital, au cours de la troisième semaine de novembre 1918, un moment fondateur.

Ce récit semble indiquer que l'antisémitisme même «naquit» alors en lui. Or dans les chapitres précédents le même auteur laisse entendre que dix ans plus tôt il était déjà solidement antisémite. Dame, cela ne fait pas très sérieux, si les Juifs sont vraiment aussi nuisibles, de ne l'avoir découvert qu'au bout de trente ans, et de se prétendre le plus qualifié pour mener la lutte contre eux. Pourtant c'est bien ce qui se passe, comme le révèlent les informations dont on dispose sur les fréquentations de Hitler jusqu'en 1918 : il n'en excluait point du tout les Juifs. Il lisait depuis longtemps des auteurs antisémites, comme Richard Wagner, mais les admirait pour d'autres raisons. Ces lectures lui permettent de se révéler antisémite du jour au lendemain, quand il en a besoin pour son équilibre psychique.

Outre la haine absolue des Juifs et la propension à les voir à l'oeuvre dans tout ce qui le contrarie, cette folie se manifeste par la conviction d'avoir noué un contrat avec la «Providence». Voilà qui corrobore tout à fait la thèse d'une cure hypnotique, laissant le souvenir d'une brusque illumination. «Effacer deux mille ans de christianisme» va devenir un de ses leitmotives. Il s'agit d'en revenir aux temps bénis de l'Antiquité païenne, où le racisme s'affichait sans complexes et justifiait la réduction en esclavage des peuples «barbares».

Ce qui n'aide pas les contemporains à diagnostiquer cette folie, c'est qu'elle cohabite avec une grande intelligence tactique... dont ils ne sont d'ailleurs pas plus conscients, mais qui permet au sujet de doser son langage en fonction des auditoires et des moments. Il le révèle d'ailleurs lui-même dans son premier écrit politique postérieur à sa conversion (qu'on peut aussi appeler, en termes psychanalytiques, le déclenchement de sa psychose), une lettre du 16 septembre 1919 (connue à partir des années 1960). Il y prend position de la façon la plus catégorique contre la manière dont, jusque là, on tuait les Juifs : par des mouvements de foule appelés «pogroms». Il

n'y a là, écrit le caporal trentenaire, qu'une attitude «sentimentale», qu'il convient de convertir en une démarche «rationnelle».

Tout est dit déjà, ou presque. Le fou va agir sur le réel, d'autant plus efficacement qu'il se met aussitôt à construire une réalité parallèle, mais connectée à la réalité tout court. C'est justement en ce même automne de 1919 qu'il entre au «parti des travailleurs allemands» dont il prend très vite le contrôle, d'abord en tant qu'orateur vedette jouant un rôle majeur dans le recrutement comme dans la mise au point de l'idéologie (c'est lui qui fait ajouter «national-socialiste» au nom du parti, début 1920) puis, à partir de juillet 1921, en maître absolu. À travers maints aléas, il va étendre cet empire en cercles concentriques jusqu'à dominer une bonne partie de l'Europe.

Une erreur fréquente consiste à voir dans cet empire un chaos, sous prétexte que le chef serait paresseux, aurait horreur des dossiers, créerait un nouvel appareil chaque fois qu'il veut s'occuper d'une question... mais tout cela ne fait que renvoyer à la liberté du fou, qui ne se donne qu'à son fantasme, et se prête à tout le reste en gardant la capacité de se reprendre. Il en va ainsi des deux domaines successivement abordés par Frédéric, la mainmise sur l'État allemand puis les agressions extérieures.

Le détail est important en Histoire, il doit être cerné autant que possible, mais ici il risque de masquer les grandes lignes, voire l'unique grande ligne : Hitler ne prend le pouvoir que pour matérialiser son désir d'un «grand Reich libre de Juifs», par des étapes soigneusement calculées. Prenons le cas le plus emblématique, qui a fait couler beaucoup d'encre réelle ou virtuelle : la crise tchécoslovaque de 1938. On se demande depuis cette époque si Hitler bluffait : avait-il le désir et l'intention d'une guerre contre la Tchécoslovaquie si on lui refusait les Sudètes, ou n'a-t-il menacé de celle-là que pour obtenir ceux-ci ? La question est tranchée sans recours si on pose le diagnostic de folie - une folie méthodique, s'entend -. Rien n'est prêt pour la guerre en 1938 alors que tout le sera en 1939 (une année à propos de laquelle on se demande tout aussi gravement si Hitler bluffait, beaucoup croyant encore qu'il est surpris et déçu de la déclaration de guerre anglo-française) : c'est donc qu'il joue à la brute en 1938, pour mieux surprendre par sa brutalité en 1939.

Ian Kershaw, qui n'a pas toujours à mon sens une bonne analyse de ces questions, a eu le grand mérite de repérer et de mettre en exergue cette phrase d'un discours public et électoral, le 14 mars 1936, au lendemain de la remilitarisation de la Rhénanie :  
*« J'avance comme un somnambule sur la voie que la Providence m'a tracée. »*

